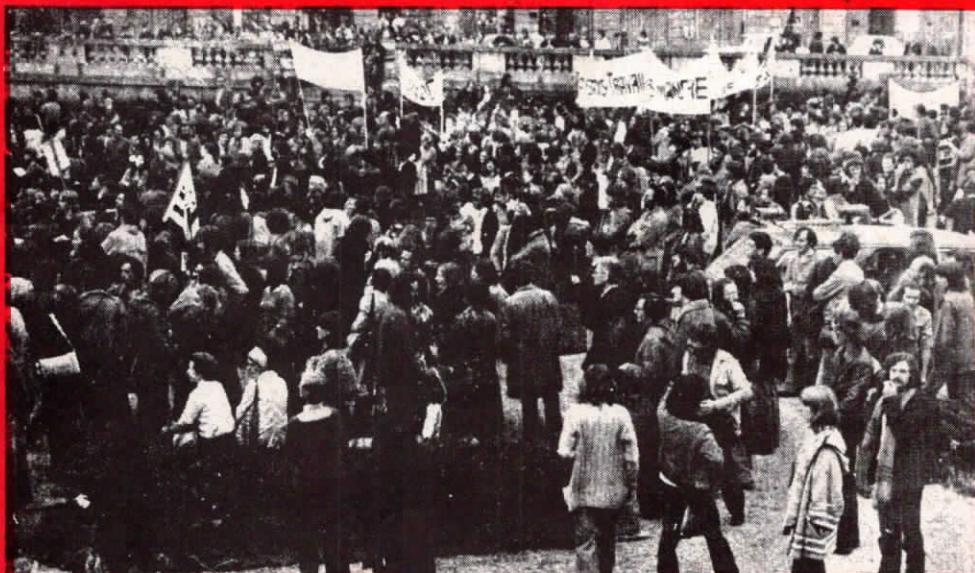


**Les Communistes Marxistes-Léninistes
de France**

**LA
QUESTION**

DE

L'ENERGIE NUCLEAIRE



*Jean
Nestor*

SOMMAIRE

FONCTIONNEMENT ET RISQUES

<i>L'énergie nucléaire</i>	<i>p.5</i>
<i>La maîtrise de l'énergie</i>	<i>p.5</i>
<i>Le cycle de l'uranium</i>	<i>p.8</i>
<i>Risques pour les travailleurs du nucléaire</i>	<i>p.9</i>
<i>Risques pour la population et l'environnement</i>	<i>p.11</i>
<i>La question des accidents</i>	<i>p.12</i>
<i>La sécurité passe par la lutte</i>	<i>p.14</i>

LE PROGRAMME NUCLEAIRE DE LA BOURGEOISIE

<i>Un marché gigantesque</i>	<i>p.16</i>
<i>Des débouchés énormes</i>	<i>p.17</i>
<i>'a course aux profits</i>	<i>p.18</i>
<i>Bataille autour du nucléaire</i>	<i>p.19</i>
<i>La position des partis de gauche</i>	<i>p.20</i>

LES LUTTES DU NUCLEAIRE

<i>Des luttes populaires</i>	<i>p.23</i>
<i>Superphénix</i>	<i>p.24</i>
<i>Flamanville</i>	<i>p.27</i>
<i>Le Pellerin</i>	<i>p.28</i>
<i>Golfech</i>	<i>p.30</i>
<i>La Hague</i>	<i>p.31</i>

LA POSITION DES COMMUNISTES MARXISTES-LENINISTES

<i>Des luttes anticapitalistes</i>	<i>p.33</i>
<i>Défiance vis-à-vis de la gauche</i>	<i>p.35</i>
<i>Des luttes anti-électoralistes</i>	<i>p.36</i>
<i>Violence populaire : légitime défense</i>	<i>p.38</i>
<i>Non à la politique nucléaire de la bourgeoisie</i>	
<i>Une position de classe</i>	<i>p.40</i>
<i>Il faut changer de régime</i>	<i>p.41</i>

DOCUMENT

<i>Résolution du 3ème congrès du PCMLF</i>	
--	--

p.45

FONCTIONNEMENT

RISQUES

4 Nous avons estimé nécessaire pour aborder la question de l'industrie nucléaire de donner un certain nombre d'éléments, même très succincts, sur la nature de l'énergie nucléaire, la façon dont elle est utilisée pour fabriquer de l'électricité, les différentes sortes de centrales nucléaires. Ensuite nous envisagerons les risques qui découlent de l'utilisation électro-nucléaire et

les moyens qui existent déjà pour les combattre.

Cette démarche scientifique permettra de lutter plus efficacement contre les arguments fallacieux présentés par EDF et tous ceux qui cherchent à justifier la politique nucléaire de la bourgeoisie. Elle se démarque aussi de façon radicale de certains courants, qui, au sein

du mouvement écologiste, veulent susciter une peur irraisonnée du nucléaire .

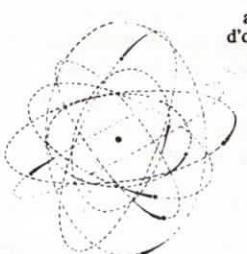
Nous estimons pour notre part que l'énergie nucléaire n'a rien de monstrueux, que le progrès scientifique et technique doit permettre d'en maîtriser les risques. Mais le problème, bien sûr, c'est que le système capitaliste fait passer le profit avant tout !

L'énergie nucléaire

Qu'est-ce-que c'est ?

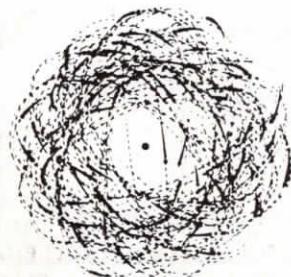
Pour comprendre ce qu'est l'énergie nucléaire, il faut changer d'échelle et d'ordre de grandeur pour se pencher sur la constitution de la matière. La matière est composée de molécules, allant du très simple au très complexe (la matière vivante), constituées d'atomes. Il y a ainsi dans la nature 90 éléments chimiques et 16 éléments supplémentaires qui ont été créés artificiellement dont le plutonium.

Pour donner un ordre de grandeur, dans une goutte d'eau il y a 3 000 milliards environ de molécules d'eau formées chacune d'un atome d'oxygène et de deux atomes d'hydrogène.



atome
d'oxygène
16

OXYGENE : 8 électrons tournent autour d'un noyau formé de 8 neutrons et de 8 protons.



atome
d'uranium
238

URANIUM 238 : 92 électrons tournent autour d'un noyau constitué de 92 protons et de 146 neutrons.

LES ATOMES

On peut se les représenter de façon imagee comme de petits systèmes solaires constitués d'électrons qui tournent à une vitesse prodigieuse autour d'un noyau très dense de diamètre 10 000 fois inférieur à celui de l'atome.

Ce noyau est un agglomérat de protons et de neutrons, petites particules solidement soudées entre elles par une énergie de liaison très importante : c'est elle qu'on appelle «énergie nucléaire». Des atomes qui ont le même nombre de protons mais un nombre de neutrons différents sont appelés isotopes : ils ont les mêmes propriétés chimiques mais leurs propriétés physiques et nucléaires sont différentes.

RADIO-ACTIVITÉ

La majorité des atomes qui existent dans la nature ont des noyaux stables. Par contre, les

noyaux de certains isotopes ou de corps créés artificiellement sont instables. Ils passent spontanément à un état de stabilité en émettant des particules. Ce phénomène qu'on appelle radioactivité constitue l'un des principaux risques de l'utilisation de l'énergie nucléaire. L'absorption par l'organisme d'une trop grande quantité de particules entraîne en effet des effets biologiques qui peuvent être nocifs allant de brûlures superficiels jusqu'au risque de cancer.

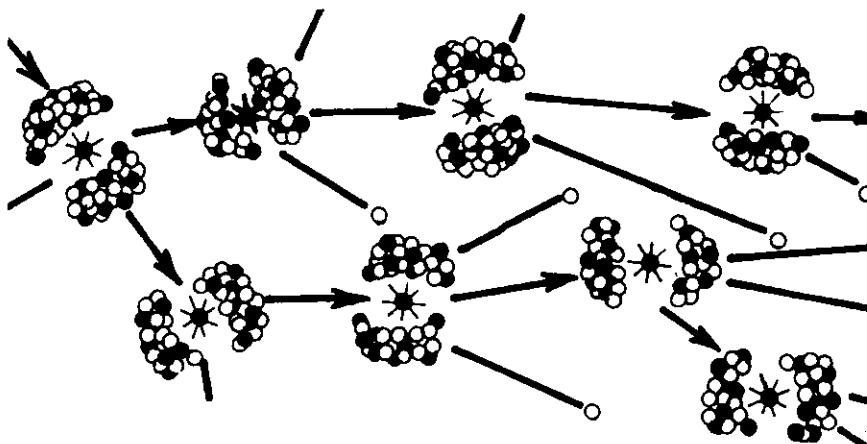
Dans certaines conditions des noyaux d'atomes suffisamment instables peuvent se diviser en deux. C'est ce qui arrive lorsqu'on bombarde des noyaux lourds, isotopes de l'uranium ou du plutonium avec des neutrons. Ils «capturent» ces neutrons, deviennent instables et se divisent en deux, donnant naissance à deux atomes. Cette fission nucléaire provoque la libération sous forme de particules et d'ondes d'une partie de l'énergie qui servait à la cohésion du noyau initial. L'énergie nucléaire ainsi libérée est très importante puisque la fission d'un gramme d'uranium 235 libère autant d'énergie que la combustion complète de 2,5 tonnes de carbone. La fission nucléaire est le procédé le plus au point actuellement pour libérer de façon contrôlée l'énergie nucléaire.

La maîtrise de l'énergie

La fission d'un noyau s'accompagne de la libération de deux ou trois neutrons qui peuvent provoquer à leur tour la fission d'autres noyaux et la libération de nouveaux neutrons. Pour que cette réaction continue

«en chaîne», il faut qu'il y ait une concentration suffisante de noyaux et donc d'atomes susceptibles de devenir instables et de se diviser en ceux en «capturant» des neutrons.

C'est là qu'intervient le choix



de l'isotope, certains étant plus «fissiles» (plus susceptibles de capturer les neutrons et de se diviser). Ainsi l'uranium naturel est composé d'un mélange de trois isotopes différents : pour 2 500 noyaux d'uranium 238, il y a 18 noyaux d'uranium 235, de loin les plus fissiles. L'uranium 238 a par contre une autre propriété : il est «fertile» : en absorbant des neutrons, il se transforme en un isotope très fissile, le plutonium 239.

Par ailleurs, les neutrons rapides issus directement de la fission sont difficilement capturés par les noyaux fissiles. Dès lors pour obtenir une réaction en chaîne, il y a deux types de procédés :

— Bombarder avec des neutrons rapides des milieux fortement enrichis en uranium 235 ou plutonium 239 de façon à ce que le nombre de fissions soit suffisant.

— Ralentir les neutrons en leur faisant traverser un milieu «modérateur» constitué par des graphite pur eau lourde, eau légère.

On pourra alors utiliser un milieu peu ou pas enrichi en uranium 235.

RÉACTEUR NUCLÉAIRE ET BOMBE ATOMIQUE

La nature du processus est la même dans les deux cas : on provoque la fission des atomes en les bombardant par des neutrons. La différence réside dans le dé-

veloppement de la réaction en chaîne. Dans la bombe atomique, l'uranium est enrichi à plus de 90 % en uranium 235. Le nombre de fissions augmente tellement vite que l'explosion de toute la matière fissile est quasi-immédiate. Par contre, dans les réacteurs nucléaires (ou piles atomiques), la réaction est entretenue de façon à ce que le nombre de neutrons libérés reste constant. On obtient ainsi la maîtrise d'une libération continue d'énergie nucléaire.

FABRICATION D'ÉLECTRICITÉ A PARTIR DE L'ÉNERGIE NUCLÉAIRE

Ce phénomène n'a rien de plus mystérieux que la fabrication d'électricité dans les centrales thermiques au fuel ou au charbon. La fission nucléaire entretenue par la pile atomique provoque un dégagement de chaleur.

La pile atomique joue donc le même rôle que la chaudière d'une centrale thermique. La chaleur produite est prélevée par le passage autour du combustible atomique d'un fluide dit «calopporteur» (transporteur de chaleur). Elle va transformer de l'eau en vapeur d'eau. Comme dans une centrale thermique celle-ci est ensuite détendue dans une turbine qui entraîne un alternateur, fabriquant de l'électricité. Au lieu de provenir de la combustion dans une chaudière de charbon, fuel, gaz, ou lignite, la chaleur qui est ensuite transformée en électricité provient de la fission nucléaire : c'est tout.

Une centrale combine l'utilisation :

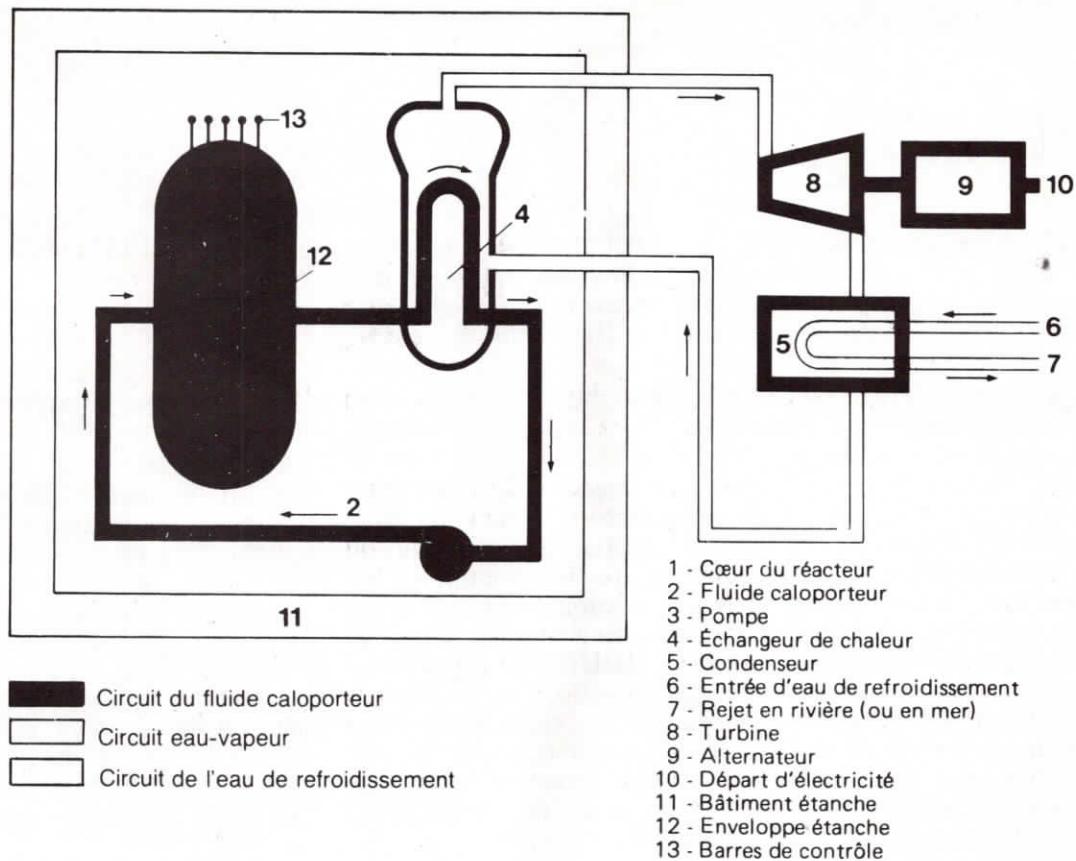
- de combustible (trois sont possibles : uranium naturel, uranium enrichi, ou plutonium).
- d'un modérateur ou ralentisseur (graphite, eau bouillante, eau pressurisée, eau lourde).
- d'un fluide calopporteur (gaz, eau, sodium).

En combinant les différentes possibilités, on aboutit à environ 200 types de centrales différentes appelées filières. Une cinquantaine a été expérimentée en laboratoire et une douzaine utilisée industriellement. Aujourd'hui, sur le plan mondial, 90 % des centrales sont du type BWR ou PWR.

Nous allons décrire les filières industrielles les plus répandues.

	Filières	Combustibles	Modérateur	fluide calopporteur
NEUTRONS LENTS	«Française»	U naturel	Graphite	gaz
	BWR	U enrichi	eau bouillante	eau
	PWR		eau pressurisée	eau
NEUTRONS RAPIDES	«Canadienne»	U naturel	eau lourde	eau lourde
	Surrégénérateur	Plutonium		sodium

Schéma du fonctionnement d'une centrale nucléaire.



DIFFÉRENTES SORTES DE CENTRALES (ou filières)

– 1) Filière «uranium naturel-graphite-gaz».

C'est la première à avoir été construite, car elle permet aussi de produire du plutonium utilisé pour fabriquer la bombe A. Elle utilise l'uranium naturel comme combustible, le graphite comme modérateur et le gaz carbonique sous pression pour conduire la chaleur. La première génération de centrales nucléaires construites en France est de ce type : Marcoule, Chinon, Saint-Laurent-des-Eaux, le Bugey.

Un type assez approchant de filière est la filière «canadienne» qui utilise aussi de l'uranium naturel, mais dont le modérateur et le fluide caloporteur sont constitués par de l'eau lourde.

– 2) Filière «uranium enrichi-eau ordinaire».

Cette centrale où l'eau joue à la fois le rôle de modérateur et de «caloporteur» utilise de l'uranium enrichi à 3 % en uranium 235. Actuellement, les plus construites dans le monde, ces centrales qui peuvent être de deux types PWR ou BWR sont sous licence américaine. Leurs utilisateurs se trouvent par ailleurs sous la dépendance des USA ou de l'URSS en ce qui concerne l'approvisionnement d'uranium enrichi. Ces derniers sont, en effet, pour l'instant, les seuls à en produire en grande quantité.

Une usine européenne (Belgique, Italie, Espagne et France) d'enrichissement de l'uranium (EURODIF) est actuellement en cours de construction en France, au Tricastin. Elle doit entrer en service en 1980-1981, en même temps que la plupart des centrales à uranium enrichi, construites en France.

– 3) Filière à «neutrons rapides».

Cette troisième génération de centrales nucléaires n'utilise pas de modérateur et nécessite donc une forte proportion de matière fissile, mélange d'uranium 238 fertile et de plutonium. Par contre, dans certaines conditions, elle produit par transformation d'uranium 238 davantage de plutonium qu'elle n'en consomme.

Elle permet donc d'économiser l'uranium naturel mais exige de manipuler de grandes quantités de plutonium, produit dangereux à la radio-activité très durable. En outre, le cœur subissant un échauffement très important, il faut pour le refroidir un métal liquide, le sodium, qui présente, entre autres caractéristiques, celle de s'enflammer au contact de l'air et d'exploser au contact de l'eau.

Le cycle de l'uranium

De son extraction jusqu'au retraitement, l'uranium, combustible de base de l'industrie nucléaire suit un circuit complexe de transformation. A chaque étape de ce circuit correspond une industrie spécifique.

PRODUCTION DE L'URANIUM

Bien que dernière née des industries minières, l'industrie de l'uranium se situe déjà parmi les premières par son chiffre d'affaires. Les principaux producteurs sont l'Afrique du Sud, le Canada, les États-Unis, l'Australie, la Tchécoslovaquie et

l'URSS. En France, elle a quand même la première place des industries extractives métalliques (Massif Central, Vendée, etc.).

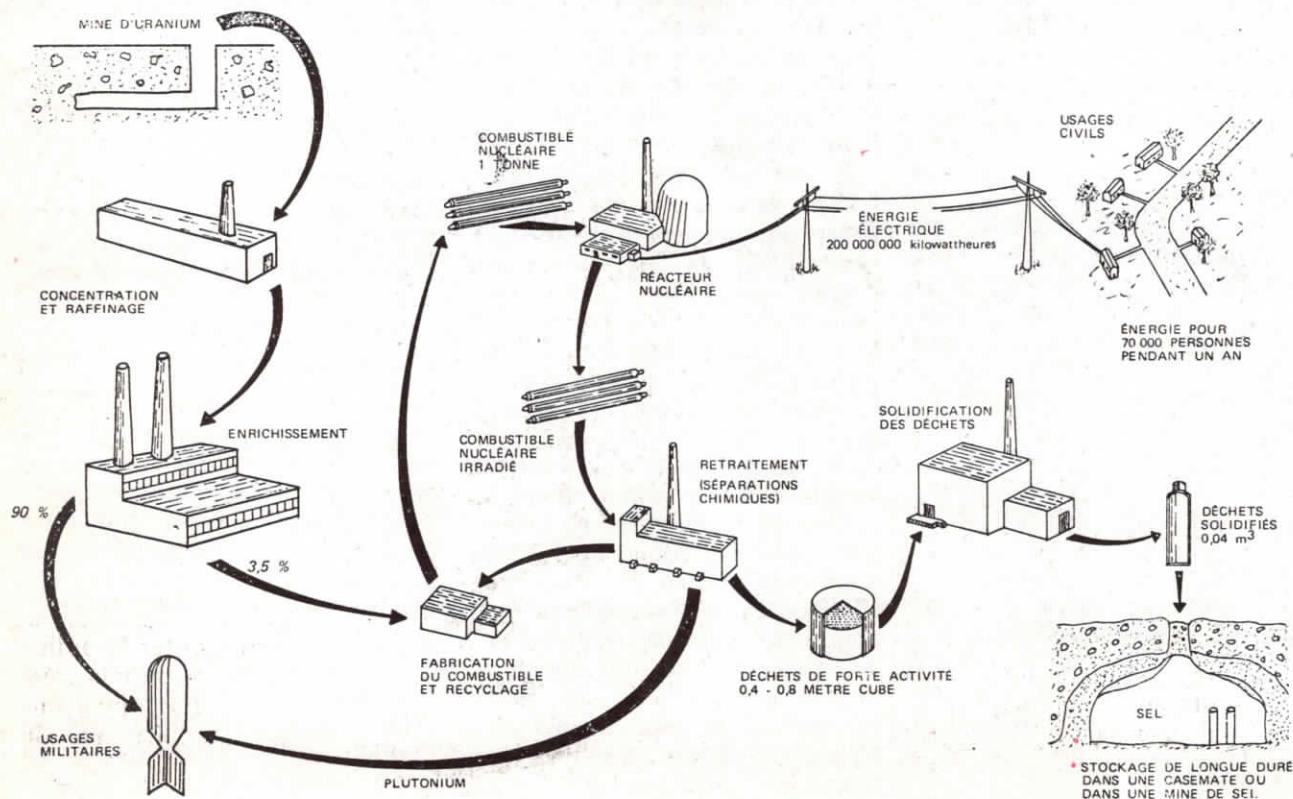
Le minerai extrait contient un à deux kg d'uranium par tonne.

En fait, ce chiffre sous-estime la réalité en ne comptant que les réserves les plus rentables. Les capitalistes procèdent d'ailleurs ainsi pour l'estimation de toutes les réserves de matières premières, notamment le charbon.

C'est facile à vérifier : si on ferme les mines de charbon, ce n'est pas qu'elles soient toutes épuisées, mais parce qu'elles ne sont pas suffisamment rentables !

ENRICHISSEMENT

On accroît la proportion en uranium 235 jusqu'à 3 % pour les réacteurs à «eau-légère». On peut aussi l'enrichir à plus de 90 % pour l'usage militaire (fabrication de la bombe A). Les USA et l'URSS détiennent pour l'instant dans ce domaine un quasi-monopole mais plusieurs pays européens se sont regroupés dans une société EURODIF qui devrait devenir opérationnelle vers l'année 1980.



FABRICATION DU COMBUSTIBLE

On le conditionne en cartouches cylindriques d'uranium métallique ou en assemblage de crayons d'oxyde d'uranium entourés de gaines en aciers spéciaux ou encore en pastilles d'oxyde d'uranium. Bien entendu, ce combustible n'est manipulé qu'avec les plus grandes précautions.

COMBUSTIBLE IRRADIÉ

Extrêmement dangereux et radio-actif, il contient notamment du plutonium 239, divers produits de fission de l'uranium 235 et des «transuraniens». Sorti du réacteur dans le «château de plomb», il est d'abord «refroidi» dans une grande fosse d'eau appelée «piscine de désactivation»

où il va perdre rapidement 9/10e de sa radio-activité par disparition de produits de fission à vie courte.

RETRAITEMENT

Le combustible irradié est ensuite transporté dans des «conteneurs» de plomb vers l'usine de retraitement. Les opérations qui y sont pratiquées ont pour but de séparer l'uranium et le plutonium qui vont resservir, de déchets radio-actifs destinés au stockage car on ne sait pas, pour l'instant, bien qu'ils soient dangereux, les éliminer. Une seule usine de retraitement fonctionne actuellement dans le monde à une échelle industrielle, l'usine de La Hague dans le Cotentin.

RISQUES POUR LES TRAVAILLEURS DU NUCLEAIRE

Après l'accident de Pierriatte, Giscard a voulu minimiser les risques de l'industrie nucléaire et l'opposer aux mines de charbon «qui ont tué 1 200 ouvriers en vingt ans». En fait, il y a des accidents dans les centrales nucléaires comme dans toute l'industrie mais le pouvoir fait tout pour les «étouffer».

Le risque d'accident existe également à toutes les étapes du cycle du combustible. Ainsi, chez les mineurs qui travaillent à l'extraction de l'uranium on constate un taux de cancer dix fois plus élevé que dans le reste de la population.

Les risques existent donc bel et bien. De même que dans le reste de l'industrie, on connaît

en général les moyens à utiliser et les précautions à prendre pour les éviter. Qui est mieux placé pour en parler concrètement que les travailleurs du nucléaire qui les affrontent quotidiennement ? Nous avons demandé à un technicien du CEA, militant du parti communiste marxiste-léniniste de France de nous dire ce qu'il pensait de ces risques.

Q : Les travailleurs et tous les gens que ne sont pas familiarisés avec le travail dans une installation nucléaire se font une idée très vague et confuse des risques. Peux-tu nous expliquer quelle est leur nature ?

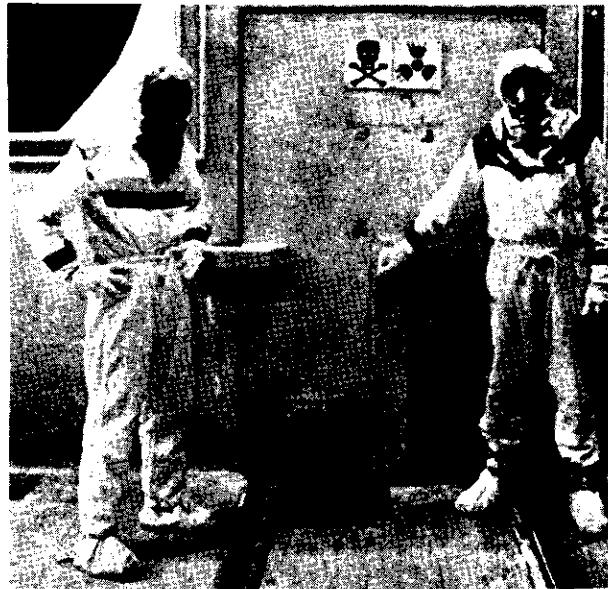
— R : Il y a d'abord, il ne faut pas l'oublier, les risques d'accident du travail qu'on peut trouver dans n'importe quelle industrie ; les travailleurs du nucléaire emploient les machines et des outils comme tous les autres. Les risques spécifiques du nucléaire sont les effets biologiques dûs aux rayonnements. Il peut s'agir d'irradiation externe par une source radio-active située à l'extérieur du corps. Il peut s'agir aussi d'une contamination par des produits radio-actifs qui ont été avalés, respirés, ou ont pénétré par une écorchure de la peau. Ils peuvent se fixer dans le corps et émettre des radiations.

Q : Quelles sont les conséquences de ces rayonnements ?

— R : Elle dépend de la puissance instantanée du rayonnement mais aussi de sa durée. Si on prend plus de 100 000 rem* en une seule fois, on court un risque grave. Le flux de neutrons émis par certaines machines de Saclay par exemple, est suffisamment puissant pour pouvoir tuer instantanément ceux qui passeraient dedans. C'est ce phénomène d'ailleurs, que les militaires veulent utiliser avec la bombe à neutrons : elle ne consiste pas en une explosion qui «souffle», mais en un flux de neutrons très puissant. Par contre, tout le monde est exposé naturellement aux rayonnements. On reçoit environ chaque année, 0,130 rem provenant des rayons cosmiques, de sources radio-actives souterraines, du potassium qui se trouve dans l'organisme lui-même. Pour les travailleurs du nucléaire, la dose maximale jugée admissible en une année est de 5 rem. C'est au-delà de cette dose que les probabilités de risques deviennent notables.

* Rem : unité de mesure déterminant les effets produits par les rayonnements sur les organismes vivants

Travailleurs de la centrale de Chinon.



Q : En quoi consistent les mesures de sécurité et la surveillance ?

— *R : A l'intérieur du CEA, il y a un service de protection contre les radiations, le SPR, qui impose des normes de sécurité en fonction du travail à effectuer. Dans certaines zones, des moyens particuliers de protection sont adoptés. Ainsi, l'intervention directe en milieu actif nécessite le port de tenues spéciales : scaphandre, tenue vinyle, masque. Et dans certains cas, on peut être amené à travailler par télémanipulateur en boîte à gants. Il y a, par ailleurs, la surveillance médicale basée sur le développement de films qui renseignent sur la dose reçue par les travailleurs. Ces mesures sont parfois présentées comme quelque chose de nouveau et d'extraordinaire, alors que l'industrie nucléaire est loin d'être la seule à devoir y recourir. Il suffit de voir les mesures prises dans l'industrie de l'amiante pour limiter l'empoussièrement et les risques de cancer, ou bien, à dose forte et prolongée, de fibrose des poumons (l'asbestose). Les travaux doivent être effectués par «voie humide» ou dans des appareils clos ; les ouvriers doivent être munis de moyens de protection, etc.*

LA SÉCURITÉ IL FAUT L'IMPOSER

Voici les extraits d'une lettre envoyée au journal «Le Sauvage» par la veuve d'un ouvrier mort de leucémie. Elle montre combien la contamination radioactive peut être sournoise et quelle est l'ampleur de la lutte à mener pour exiger des moyens de protection partout où il y a risque de radio-activité.

«Mon époux, Joseph Gomez, 47 ans, tourneur sur métaux, était employé depuis sept ans (de 1969 à 1976) au service d'une entreprise travaillant pour le CEA (Pierrelatte), entreprise située à Bollène. Son travail consistait surtout à rectifier des pièces de compresseur utilisées sous UF6 (hexafluorure d'uranium) et contrôlées par les services du SPCR (section de protection contre les radiations).

Mais la décontamination ne passe pas à l'intérieur des arbres dans lesquels étaient embouties des douilles. Lorsque ces pièces passaient au tour, elles étaient forcément chauffées à haute température et bleuissaient en dégageant de l'hexafluorure, des

vapeurs nocives. Mon mari avait demandé notamment une hotte aspirante pour ces vapeurs. «Travail suffisamment sécurisant» lui ont répondu les dirigeants de l'entreprise. (...) Normalement, mon mari aurait dû porter sur lui un film pour mesurer la radio-activité. Après son décès, je me suis inquiétée de cela et il m'a été répondu que le développement des films était jugé trop onéreux pour la société (...). L'enquête menée par la Sécurité sociale à la suite de cet accident est toujours en cours. Mon mari a pourtant été reconnu malade professionnel N6 par le professeur G. Prost, du service du professeur Tocot de l'hôpital Jules Courmont à Pierre Bénite. Un critère spécial dit que «seules sont reconnues victimes les personnes touchant directement l'atome». On se moque de nous .

— *R : Cette lettre me rappelle la lutte des travailleurs de l'amiante pour exiger des hottes qui permettent d'aspirer ces fibres qui peuvent, à la longue, si elles sont inhalées en trop grande quantité, favoriser l'apparition de cancers. C'est une lutte de longue haleine. Alors que l'industrie de l'amiante est bien plus*

ancienne que l'industrie nucléaire, il n'y a encore en France aucune réglementation nationale. L'indemnisation des maladies professionnelles dans ce secteur est encore très restrictive. Et c'est seulement maintenant que la lutte des travailleurs va aboutir à imposer une réglementation plus complète. Après, il faudra continuer à lutter pour la faire respecter. C'est toute l'histoire des luttes pour l'amélioration des conditions de travail en système capitaliste.

53.

Q: «Où en est cette lutte dans l'industrie nucléaire ?

R : *Les moyens techniques et les méthodes de contrôle existent en effet comme partout. Mais comme partout, également, la bourgeoisie rogne sur la sécurité pour assurer ses profits, et la situation a tendance à se dégrader au fur et à mesure que la course au profit dans l'industrie nucléaire s'accélère.*

Jusqu'à présent, les travailleurs du CEA et ceux d'EDF étaient astreints à des contrôles médicaux assez sérieux et les travaux les plus dangereux n'étaient confiés, en principe, qu'à des travailleurs ayant la qualification correspondante. Maintenant que l'expérimentation a été menée à bien pour un certain nombre d'opérations et qu'il s'agit de les rentabiliser au maximum, le pouvoir emploie deux tactiques.

Les directions du CEA et d'EDF, entreprises nationalisées, notez-le bien, travaillent à un projet visant à augmenter fortement les doses maximum dans certaines zones, réduisent les moyens des équipes de surveillance, limitent leurs prérogatives au niveau de la protection à imposer etc... Au CEA, il y a de plus en plus de 3/8, de 2/12, on travaille des quantités de plus en plus grosses de matériaux radioactifs et donc les risques se multiplient. Or, on constate qu'au lieu d'augmenter la surveillance, le SPR est de plus en plus souvent court-circuité et n'a pas son mot à dire.

Par ailleurs, pour rentabiliser au maximum et pour contourner les statuts du CEA, jugés trop favorables aux travailleurs et trop coûteux en mesures de sécurité, le pouvoir transmet certains travaux à des sociétés privées. Elles peuvent par exemple louer à des boîtes d'intérim des travailleurs qu'elles envoient dans les zones dangereuses sans qu'ils aient la qualification nécessaire. Ça permet de ne pas avoir de dossier médical suivi de ces gens. Au bout d'un an, on pourra les faire revenir ; les capitalistes ne s'embarrassent pas de savoir s'ils attrai-

pent des doses. C'est pour protester contre cette détérioration des conditions de travail et de sécurité que les travailleurs de La Hague ont fait grève pendant trois mois en 1976.

leurs du nucléaire ont en fait en fait à mener dans ce domaine la même lutte que les ouvriers des industries métallurgiques ou chimiques : globalement c'est le même combat ; et dans l'industrie nucléaire comme ailleurs, c'est par la lutte que les travailleurs imposeront des conditions de sécurité..

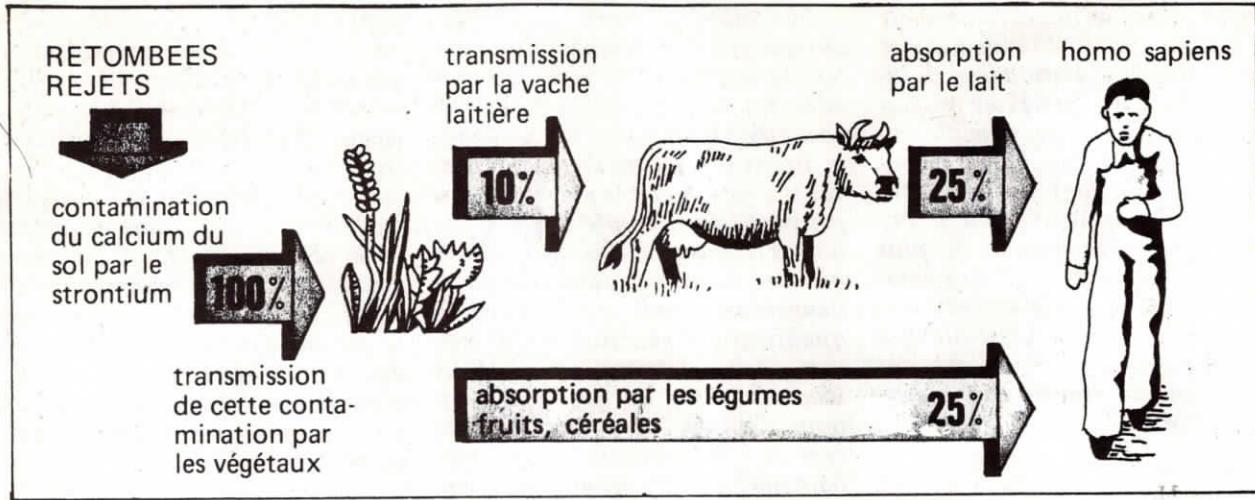
RISQUES POUR LA POPULATION ET L'ENVIRONNEMENT

Il y a tout d'abord les rejets radio-actifs. Ils sont théoriquement très faibles en fonctionnement normal, mais augmentent lors des réparations ; des révisions annuelles ou pour des usines de retraitement comme la Hague. De toute façon, même en cas de doses faibles, ces rejets subissent un phénomène de concentration biologique dans les organismes vivants. Ceci a été prouvé par des mesures de radioactivité effectuées sur l'eau, les boues, les algues, et les poissons de la Meuse depuis l'implantation dans les Ardennes en 1967 de la centrale de Chooz (267 MWE). Là encore les moyens d'annuler ces rejets existent mais il faut les imposer sans attendre que le mal soit déjà fait comme ça s'est produit pour de nombreux produits chimiques utilisés dans l'industrie.

Par ailleurs, il faut exiger que les centrales ne soient pas construites au dessus des nappes d'eau souterraines qui risqueraient d'être contaminées en cas de fuite. Ainsi la centrale que la

direction d'EDF envisage de faire construire à Nogent-sur Seine serait située au dessus des nappes souterraines fournissant de l'eau potable à la région parisienne. On sait que l'année dernière le CENG (*) de Grenoble, qui pourtant manipule de faibles quantités de produits radio-actifs, a contaminé la nappe phréatique sous-jacente.

De même que dans les centrales thermiques toute l'énergie produite n'est pas transformée en électricité. 60 à 79 % de l'énergie doit être absorbée par un courant d'eau ou par un système de tours à refroidissement humide. Le choix actuel du pouvoir, a consisté à installer les centrales nucléaires au bord des fleuves ou



près de la mer pour qu'elles pom- baie de la Seine par les boues pent l'eau froide et rejettent de jaunes et rouges liées à la pollu- l'eau chaude. Cela a l'inconvé- tion chimiques. Il faut donc nient de réchauffer l'eau des poursuivre les recherches pour fleuves favorisant la prolifération trouver de meilleures solutions. Il de certaines algues, des parasi- faut aussi exiger qu'EDF fasse tes, microbes, virus, etc. et ap- des études sérieuses avant de se porte une gêne à la pêche. mê- lancer dans son projet de me si celle-ci n'atteint pas e gigantesques couloirs de lignes l'ampleur de celle provoquée électriques à très haute tension.

ble par la cuve ; cela entraînerait alors la libération de produits extrêmement dangereux, notamment le plutonium, contenus dans le cœur du réacteur».

Par ailleurs, «Superphénix» devrait contenir 6 000 tonnes de sodium fondu entre 400 et 600 degrés. Or, le sodium s'enflamme par simple contact avec l'air et explose au contact de l'eau. D'après la CFDT-CEA (l'électronucléaire en France) «il n'existe encore aucun moyen d'éteindre un feu de sodium d'une ampleur qui dépasse quelques centaines de kilos».

Enfin, nombreux sont ceux qui soulignent que le problème du stockage et de l'élimination des déchets n'est pas encore résolu. Nous avons demandé à R. ce qu'il pensait de tous ces risques niés par EDF et tellement mis en avant dans certains milieux écologiques.

— R. A mon avis, il faut distinguer deux cas : celui où l'on connaît les moyens techniques permettant d'éviter les risques d'accident et ceux où ces moyens n'existent pas encore. Dans le premier, je ne vois pas de différence fondamentale avec l'industrie chimique par exemple. On est obligé de vivre avec la probabilité, même très minime, d'accident. Car on peut, à la limite, pousser l'extrême en tout et il y a probabilité d'accidents graves dans toute industrie quelque faible qu'elle soit. Ainsi en cas d'accident

LA QUESTION DES ACCIDENTS

Certains écologistes mettent en avant le risque d'accidents de grande ampleur, voire de catastrophes. Ils s'appuient pour cela sur les dires de certains spécialistes voire d'organismes officiels.

Ainsi dans un rapport paru en septembre 1976, la Commission royale anglaise de l'environnement a pris l'hypothèse d'un accident «maximal», tel l'arrêt du refroidissement du cœur d'un réacteur. Si 10 % des produits de fission d'un réacteur de 1 000 MWe étaient alors libérés sous forme de nuage gazeux, il pourrait y avoir, selon les conditions, de 11 à 3 500 morts. Depuis la mise en route

du projet «Superphénix», certains scientifiques mettent en garde contre le risque d'«excursion nucléaire», c'est-à-dire d'une petite explosion nucléaire dûe à l'emballage du réacteur.

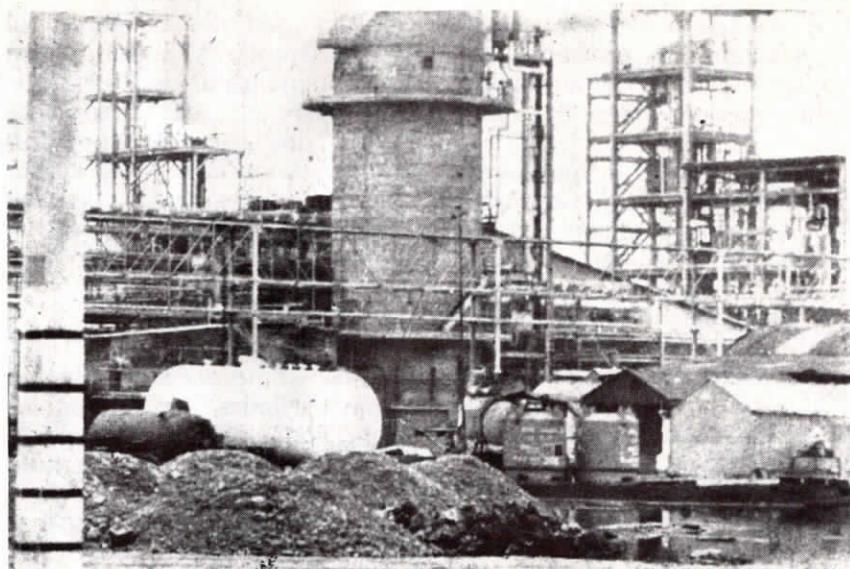
Certes, une telle explosion doit normalement s'arrêter spontanément et même si elle se produisait, elle ne dégagerait qu'une puissance de 50 kg TNT environ, alors que l'enceinte est prévue de manière à résister à une énergie de plus de 200 kgs TNT.

Mais, disent-ils, «qui sait si une deuxième explosion ne pourrait se greffer sur la première, dépassant alors la puissance supporta-

les cuves d'acroléine de l'usine PUK, à Lyon, mettraient en danger la vie de centaines de milliers de personnes. Les accidents de grande ampleur survenus récemment ne sont pas le fait de l'industrie nucléaire.

Ce sont les pollutions occasionnées par le pétrole du fait de naufrages de pétroliers, tel le «Boehlent» au large de la Bretagne, ou lors de l'accident de la plate-forme «Bravo» en mer du Nord. C'est «Seveso» en Italie où la dioxine, produit extrêmement toxique, continue de se répandre jusque dans la banlieue de Milan.

Si j'explique cela, c'est pour relativiser le risque d'accident grave en montrant qu'il est

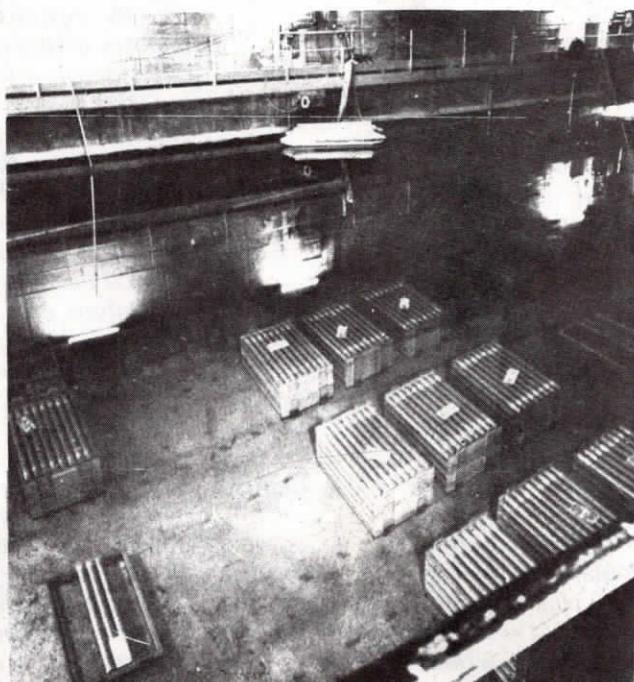


Usine PUK de Pierre Bénite : 500 tonnes d'anoléine y sont stockés au voisinage de l'agglomération lyonnaise.

propre à toute production industrielle. Les accidents graves, dans les centrales nucléai-

res, il y en a déjà eu un certain nombre surtout aux USA et en URSS, vers 1958 dans le sud de l'Oural. (Notons en passant cette déclaration des délégués soviétiques à la conférence de Salzbourg : «En l'état actuel des enquêtes, tout indique un haut degré de la sécurité des installations nucléaires, et leur impact positif sur la pureté de l'environnement».

Prenons le cas de l'accident survenu le 1er juillet à Pierrelatte à l'usine Comurhex. Ce jour-là, 7,6 tonnes d'héxafluorure d'uranium se sont répandus au-dessus de Pierrelatte et sur les communes de Boolène, Lapalude, Lamotte-du-Rhône, Montdragon et Pont-Saint-Esprit. Sur les 6 000 personnes qui travaillent dans les environs, seuls 380 ont subi un examen et neuf au moins ont été sérieusement contaminées. Cet accident est arrivé parce qu'un ouvrier intérimaire qui était là depuis huit jours, et qui n'avait reçu aucune formation, a voulu déplacer un container sans avoir fait un certain nombre de vérifications. La CFDT a déclaré par ailleurs : «Si, comme l'exige l'arrêté de classement, cette opération de prélèvement avait été effectuée dans un bâtiment clos équipé d'une colonne d'abattage



A la Hague, les combustibles irradiés de la centrale de Chinon sont stockés dans une «piscine».

et d'une colonne d'aération, un tel accident ne se serait pas produit. L'UF 6 aurait été immédiatement piégé et cristallisé».

Dans un tract diffusé le 1er juin 1974, la CFDT Comurhex déclarait déjà : «Dans tous les services, le travail est dangereux pour notre santé : l'uranium qui se répand au cours des manipulations n'est pas enlevé faute d'équipe de nettoyage. On enlève le plus gros à la pelle. Les fuites de produits toxiques sont colmatées avec les moyens du bord, du scotch, de la gaze, de l'araldite. Le CEA nous livre des bouteilles de CLF3, mélange détonnant, qui doivent être manipulées avec toutes les conditions de sécurité.

«Nous, c'est à la main que nous devons les transporter».

La plupart des accidents qui se sont produits jusqu'ici sont dûs comme celui de Pierrelatte, à l'insuffisance des mesures de sécurité que la bourgeoisie s'efforce de réduire au minimum pour des raisons de profit. Ils sont tout à fait similaires à ceux qui se produisent dans d'autres industries.

bri, vient de commencer seulement et l'on recherche encore une poudre qui soit capable d'éteindre un grand feu de sodium. Il faut obliger le pouvoir à ne pas se lancer dans un tel projet tant que les recherches et l'expérimentation sur des prototypes n'auront pas abouti.

Quant aux usines de retraitement, c'est l'accumulation de produits de fission et de déchets radioactifs qui oblige à la fois leur construction, mais aussi leur engorgement faute de techniques encore au point. Les produits de faible activité comportent diverses machines, pièces, outils contaminés par la radio-activité (filtres, gaines de combustibles, etc.). Cela finit par faire des volumes importants puisque pour 1980, on prévoit 1 400 m³ de gaines, 18 000 m³ de produits de très faible activité.

Actuellement, ils sont comprimés sous très forte pression ou brûlés et les résidus sont enrobés dans du béton ou du bitume puis placés dans des conteneurs en béton. Ceux-ci ne sont plus évacués en mer car les recherches océanographiques montrent qu'ils risquaient de se fissurer par pression et corrosion. On les stocke dans des tranchées argileuses ou sur des aires bitumées où ils resteront toxiques des milliers d'années s'ils ne sont pas transformés d'ici là.

Or, à Grenoble, à Saclay, il a été démontré que certains fûts s'étaient fissurés. Quant aux résidus liquides à haute activité, ils sont agités et refroidis en permanence dans des cuves en attendant d'être vitrifiés. Il persiste cependant des incertitudes sur la «tenue» à long terme des produits vitrifiés ainsi que des fûts notamment en cas de tremblement de terre. Des expérimentations ont lieu là-dessus. Il faut donc exiger une surveillance draconienne des aires de stockage. Il faut également obliger le pouvoir à adapter son programme nucléaire aux possibilités de stockage et d'élimination des déchets apportant toutes garanties de sécurité.

LA SECURITE PASSE PAR LA LUTTE !

Q : Le développement industriel est inévitable et fait partie de la marche de l'histoire. Tant qu'il est réalisé en système capitaliste il est difforme et fait courir aux travailleurs des risques qu'il n'est possible de diminuer de façon radicale qu'après la prise du pouvoir et l'abolition de la loi du profit.

C'est donc une raison supplémentaire de tout faire pour hâter le jour de la révolution prolétarienne. Mais que penses-tu du deuxième cas : celui où la bourgeoisie développe l'industrie des surrégénérateurs ou du retraite-

ment alors que tous les moyens de pallier aux risques ne sont pas encore connus ?

— R : Dans le domaine des surrégénérateurs, le CEA a d'abord procédé par étapes avec le prototype Rapsodie de 30 MWe qui fonctionne maintenant depuis une dizaine d'années, puis Phénix couplé au réseau EDF depuis deux ans.

La course au profit le pousse à mettre aujourd'hui directement en chantier une centrale de 1 200 MWe. Pourtant, l'expérimentation détaillée sur les excursions nucléaires, programme Ca-

IIe partie

LE PROGRAMME NUCLEAIRE DE LA BOURGEOISIE

C'est dans les années 1970 que le capital monopoliste et son gouvernement se sont tournés vers le «tout nucléaire». Ils ont alors prévu un gigantesque programme de centrales excluant toute diversification de la production énergétique.

La mise en place d'un programme nucléaire militaire et civil n'est cependant pas nouvelle.

Avec l'arrivée au pouvoir de De Gaulle, le gouvernement a décidé de créer le CEA (commissariat à l'énergie atomique) et de mettre au point à la fois la force de frappe nucléaire et une filière française pour l'industrie électro-nucléaire. La bourgeoisie cherchait ainsi à se dégager de sa dépendance à l'égard des USA et à se doter des moyens d'augmenter ses profits.

Tant que l'énergie électro-nucléaire est restée moins rentable, du fait du pillage des pays du tiers-monde, que l'achat de pétrole, elle ne s'est pas beaucoup développée. Cette situation était d'ailleurs générale dans le monde. Certes les Etats-Unis, l'Europe occidentale le Japon et l'URSS, avaient démarré des programmes et réalisé des prototypes. Mais la production d'énergie électro-nucléaire ne représentait en 1973 que 3 % de la production électrique mondiale.

Les pays producteurs de pétrole ont ces dernières années renforcé leur unité et leur lutte pour vendre leurs matières premières à un plus juste prix. C'est alors que la production d'énergie électro-nucléaire est devenue plus rentable pour les capitalistes. En 1974, quelques mois, après le quadruplement du prix du pétrole par l'OPEP, le gouvernement a pris la décision d'accélérer le programme nucléaire. Il a alors décidé de faire construire six tranches de 1000 Mwe chaque année pour atteindre 50 unités en 1985 et 200 en l'an 2000.

Ainsi le «tout nucléaire» relève de la même logique que le «tout pétrole» des années 1960 ou auparavant du tout charbon : La recherche du profit maximum.

UN MARCHE

GIGANTESQUE !

L'importance des investissements et de l'enjeu a conduit l'État à jouer directement le rôle de promoteur à travers ses sociétés nationalisées. Les monopoles privés et publics s'empressent autour du gâteau sous la houlette de l'État. Le cas de Superphénix est bien instructif à cet égard : EDF a 51 % des parts dans la

société NERSA qui joue le rôle de promoteur. Novaton, la société chargée de la construction associe Creusot-Loire, le CEA, et il en est question, Alsthom. François Giscard D'Estaing, frère du président, représente le CEA au sein de cette société assurant ainsi le lien concret entre l'État et les trusts.

Au fur et à mesure qu'elles deviennent rentables, les différentes phases du cycle du combustible sont transférées au capital privé. Trois grands groupes se partagent l'essentiel du marché : PUK est présent dans l'ensemble du cycle du combustible ; Creusot-Loire (groupe Empain-Schneider) et la CGE font des profits considérables dans la construction des chaudières (35 % du prix de revient) et l'électro-mécanique.

PARTAGE DU CYCLE

Au niveau de la recherche minière et de l'extraction du minerai, on voit s'emparer le CEA, PUK, le groupe Rothschild (le Nickel-Mokta) et la CFP (Total). CFP est une compagnie pétrolière ce qui n'est pas un hasard. Partout dans le monde, elles s'intéressent à la recherche d'uranium de façon à ne pas mettre tous leurs œufs dans le même panier. Tous ces trusts contrôlent la quasi-totalité des gisements en France, mais aussi en bonne logique impérialiste, les gisements d'Afrique.

L'enrichissement de l'uranium nécessite des investissements considérables. Pensez donc, ils représentent la somme de l'investissement annuel de PUK, du Nickel, Saint-Gobain, CFP et la CGE. Aussi est-il confié pour l'instant au CEA à travers sa filiale, la SERU. PUK intervient cependant au niveau de l'ingénierie et la SNECMA pour les compresseurs.

La transformation chimique de l'uranium qui permet des profits juteux est réalisée par la SIMO et Comurhex dont PUK détient le contrôle. De même, il détient la fabrication des barreaux de combustibles pour les centrales, véritable « métallurgie de l'uranium ».

Au niveau du retraitement, PUK et Saint-Gobain interviennent dans l'ingénierie. L'exploitation devenant rentable le CEA en a cédé le contrôle à une filiale dénommée COGEMA.



Centrales nucléaires

Principaux centres de recherches nucléaires civiles

Exploitation de minerais d'uranium

Usines de fabrication d'éléments combustibles

Usines de traitement de minerais radioactifs

Usines de traitement des combustibles irradiés et de stockage des déchets radioactifs

Usines d'enrichissement de l'uranium

Framatone contrôlé à 51 % par le trust Creusot-Loire, du baron Empain, effectue la fabrication des chaudières. Westinghouse qui détenait 45 % des parts en a cédé 30 % au CEA tandis que les 15 % restantes devraient revenir à Creusot-Loire. La fabrication de turbo-alternateurs a été confiée à la CGE dont la filiale Alsthom, est spécialisée dans la construction et l'installation de gros matériel de ce genre.

RESTRUCTURATION EN GRAND

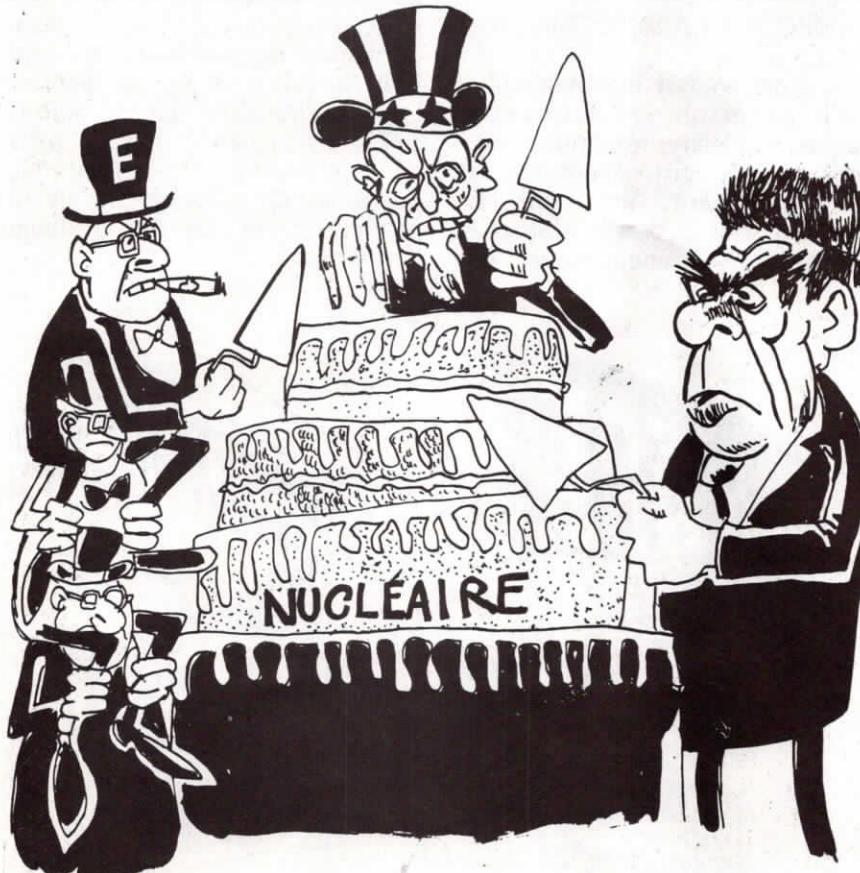
La bourgeoisie compte énormément sur cette restructuration capitaliste pour préserver ses profits face à la crise. Aussi l'État en tant que représentant de la bourgeoisie monopoliste, a-t-il la haute main sur l'ensemble du cycle du combustible. Le CEA qui décide le plus souvent des programmes de production est le

seul à en avoir une vision globale. EDF joue le rôle de maître d'œuvre et répartit les fabrications entre les différents groupes. C'est lui qui a voulu que les chaudières construites par Framatone donc Creusot-Loire, soient équipées en majorité de turbo-alternateurs construits par Alsthom d'un groupe concurrent. On voit concrètement à travers cet exemple comment l'État capitaliste oriente directement la restructuration des trusts.

DES DEBOUCHES ENORMES !

Outre l'implantation de centrales nucléaires en Europe, les monopoles prévoient d'exporter des centrales dans le monde en-

tier, en particulier dans les pays du tiers monde. Ces derniers qui sont loin d'être tous des producteurs d'énergie, souhaitent



en effet s'industrialiser pour consolider leur indépendance. Certains voudraient pour cela commander des centrales productrices d'énergie électro-nucléaire. Ils se heurtent à l'opposition des USA qui prétextent la «non-prolifération nucléaire», mais ont également le souci, pour préserver leurs profits à long-terme, de fermer à ces pays toute possibilité de développement industriel indépendant.

CONCURRENCE ACHARNÉE

La bourgeoisie française et les autres bourgeoisies d'Europe, ainsi que le Japon, partagent bien sûr, la même logique impérialiste. Mais dans la situation mondiale actuelle, où les superpuissances se disputent la domination mondiale et leur font courir un risque d'asphyxie, la logique capitaliste de ces bourgeoisies s'exprime de façon différente. Pour préserver leurs profits face à la crise, et aux pressions des superpuissances, elles sont amenées à rechercher des débouchés à tout prix, même si cela doit profiter finalement à l'industrialisation et aux possibilités d'indépendance du tiers monde.

LA CARTE DE L'EUROPE

Face aux USA, les différentes bourgeoisies occidentales, prises une à une ne font pas le poids. Pour acquérir une taille et une dimension suffisante, les trusts et les États européens ont été amenés à coopérer dans le cadre

d'une unité croissante. Ainsi, la Nersa, promoteur de Superphénix, a pour sociétaires outre EDF, l'ENEL italien (31 %) et la RWE allemande (16 %). Eurodif qui construit au Tricastin une usine d'enrichissement de l'uranium pour se passer des li-

vraisons américaines ou russes, est également une société européenne. Elle associe le CEA (27 %) la Sybesi belge (11 %), l'ENUSA espagnole (11 %), et depuis que la Suède s'est retirée, la Sofodif (25 %) où l'Iran détient 40 % des parts.

USA. En effet, la plupart des centrales nucléaires qui se construisent actuellement dans le monde sont sous licence américaine, Westinghouse ou General Electric.

Pour fonctionner, elles ont besoin d'uranium enrichi. Les USA ont pour quelques années encore, jusqu'à la mise en service d'Eurodif, le quasi-monopole de la production d'uranium enrichi (70 % des capacités mondiales).

Cette position de force permet aux monopoles US de faire d'énormes profits grâce aux redevances et aussi d'exercer des pressions très efficaces sur l'Europe en menaçant au besoin de «fermer le robinet».

BATAILLE AUTOUR DU NUCLEAIRE

Ces dernières années, la lutte des capitalistes français, européens et japonais contre la suprématie américaine a traversé des phases très aigües. Les USA ayant refusé de vendre une usine de retraitement au Brésil, l'Allemagne de l'Ouest en a profité pour signer, en juin 1975, avec ce dernier un contrat fabuleux de 25 milliards de nos francs. Elle s'est engagée à lui fournir huit centrales PWR, une usine d'enrichissement et une de retraitement. Le Brésil devra en outre fournir à la RFA 20 % de sa production d'uranium et de l'uranium enrichi.

Parallèlement, la France annonçait son intention de livrer une usine de retraitement au Pakistan conformément à une commande qui remontait aux années 1960.

FORTES PRESSIONS AMÉRICAINES

Les USA ont bien sûr très mal supporté l'idée que le Brésil dont ils contrôlent étroitement l'économie puisse glisser peu à peu hors de leur dépendance et acquérir des possibilités de production énergétiques propres. La France les défiait elle aussi, c'en était trop.

Après de multiples pressions, notamment l'arrêt des livraisons d'uranium enrichi en automne

1976, Carter jouait une carte de taille. Le 7 avril, peu de temps avant le sommet de Londres, il prenait la décision, au nom de la «non prolifération nucléaire», d'arrêter tout retraitement de combustible irradié et de «geler» le programme des surrégénérateurs.

IMPOSER LA SUPRÉMATIE

C'était en fait une manœuvre pour exiger que les autres puissances nucléaires renoncent également aux surrégénérateurs et au retraitement. Ainsi, elles resteraient sous la domination et la dépendance énergétique des

Mais à la réunion de l'Agence internationale de l'Energie atomique à Salzbourg et au sommet de Londres, les gouvernements français et allemand restaient sur leurs positions et se montraient décidés à vendre les centrales nucléaires promises au Pakistan et au Brésil. L'Europe décidait, contre la volonté des USA, de développer les nouveaux domaines du nucléaire où elle avait acquis une avance technologique notable. Le 5 juillet 1977, ils signaient des accords de coopération intéressant les domaines de la recherche, de la promotion et de la stratégie industrielles.



Ils fondaient la SERENA, société européenne pour la promotion des systèmes de réacteurs rapides au sodium. Il s'agit d'une société à capital européen associant NOVATOM pour la France, INB, groupe germano-belge-néerlandais à majorité allemande et la NIRA italienne. Lorsque ces trusts vendront des surrégénéra-

teurs, ils devront payer des redevances à la SERENA. Celle-ci les distribuera à ses actionnaires à raison de 65 % pour NOVATOM qui apporte le «savoir-faire» et la technologie avancée acquise sous l'égide du CEA, et 35 % pour le trust allemand.

Barre à Moscou. Bien qu'il se soit refusé à toute déclaration officielle, on avance le chiffre de 6 milliards pour 1978 consacrés à la construction en URSS d'une usine d'aluminium par PUK, d'une usine de tôle par Creusot-Loire et des accords auraient été conclus pour la construction de centrales nucléaires de retraitement. Les profits seront énormes mais ces contrats vont permettre à l'URSS, superpuissance agressive s'il en est, de renforcer encore la course aux armements. Et qui sait si elle n'utilisera pas contre notre peuple le plutonium provenant des usines de retraitement que le pouvoir lui aura livré !

LA COURSE AUX PROFITS

Si les monopoles français se sont ainsi associés à d'autres trusts européens c'est pour renforcer, face aux superpuissances et notamment aux USA, leurs possibilités de faire des profits gigantesques.

UN BUT CONSTANT

Parlant de la technique des surrégénérateurs, Girault, administrateur général délégué au CEA disait : «Notre technique est bien placée au niveau mondial». De hauts responsables de l'industrie nucléaire ont déclaré il y a déjà longtemps : «Il y a encore du chemin à parcourir pour aboutir au succès commercial». Citons encore cette phrase de Boulin, président de Framatome : «Si nous ne savons pas nous adapter aux conditions de chaque pays, pour l'exportation... dans cinq ou dix ans, les places seront prises sur le marché mondial». Cela remet à sa juste valeur le souci de l'indépendance nationale que le pouvoir affiche pour se justifier de sa hâte à mettre en œuvre une politique nucléaire accélérée.

PRIORITÉ AUX PROFITS

En 1969, le pouvoir a abandonné sans difficulté la filière «française» graphite-gaz mise au

point par la CEA. Il a adopté la filière sous licence américaine Westinghouse, parce qu'elle permettait à l'époque de développer plus rapidement la construction nucléaire et les profits. Maintenant, que cette technique semble rodée et qu'il voudrait la rentabiliser en exportant des centrales il s'est heurté à l'opposition des USA qui ont le monopole de l'uranium enrichi (avec l'URSS jusqu'en 1981) nécessaire à ce type de centrale. C'est la soif de profit qui a conduit les monopoles français à rechercher alors les moyens dans la coopération européenne d'échapper à la dépendance américaine. Certes, la construction d'une usine d'enrichissement au Tricastin (Eurodif), de surrégénérateurs et d'usines de retraitement donnent à notre pays des possibilités plus grandes d'indépendance nationale par rapport aux superpuissances. Mais il faut bien voir que ces possibilités n'ont, aux yeux du pouvoir d'État, que l'éclat de plus grandes possibilités de profit. S'il est si pressé de développer l'industrie électro-nucléaire, c'est avant tout parce qu'il y a un créneau de profit à occuper et non pas souci d'indépendance.

Il est d'ailleurs disposé quand l'occasion s'en présente, à sacrifier celle-ci aux profits, comme le montre les accords passés par

PROGRAMME ACCÉLÉRÉ

La course au profit pousse la bourgeoisie à accélérer son programme nucléaire au détriment des conditions de sécurité, au mépris des risques qu'elle fait courir aux travailleurs du nucléaire et à la population.

Ainsi, alors que les surrégénérateurs présentent des risques qu'on ne sait pas encore contrôler, il envisage même de passer rapidement à des modèles géants de 1 800 MW. A La Hague, il exploite sa position monopolistique pour mettre les bouchées doubles et construire une autre usine alors que la première n'a encore été l'objet que d'essais et que le problème de l'élimination et du stockage ne sont pas encore résolus. Les travailleurs n'ont pas à faire les frais de cette course au profit.

Ils luttent pour imposer la sécurité dans les centrales qui fonctionnent déjà, ils doivent également contraindre le pouvoir à ne mettre en œuvre son programme nucléaire qu'au fur et à mesure que les moyens techniques pour assurer la sécurité sont découverts, l'expérimentation sur les prototypes mise en œuvre.

LA POSITION DES PARTIS DE GAUCHE

Face aux luttes actuelles qui se développent contre les dangers du programme accéléré de la bourgeoisie, les grands partis de «gauche» développent une position des plus ambiguës. Ils sont prêts, dans le cadre de la gestion du programme capitaliste, à poursuivre ce programme aux dépens des conditions de vie et de travail des masses populaires. Mais d'autre part, ils s'efforcent avec démagogie de tenir compte de la poussée de mécontentement populaire. Voyons de plus près les positions des deux principaux partis de «gauche».

LE PCF GRAND DÉFENSEUR DU PROGRAMME NUCLÉAIRE

Grands absents des luttes actuelles contre l'implantation de centrales nucléaires, les dirigeants du PCF soutiennent, pour l'essentiel, le programme nucléaire entrepris par la bourgeoisie. Ils demandent simplement quelques aménagements, notamment des consultations plus «démocratiques» de la population avant d'entreprendre la construction de centrales. Mais ils ont avant tout en tête le développement de l'industrie et des profits face à la crise : «Défendre et développer le potentiel national est, dans ces conditions, particulièrement impérieux» (Humanité du 25/4/75). Ce que le PCF reproche au pouvoir, ce n'est pas de vouloir faire d'énormes profits, mais de donner la préférence aux monopoles privés et non aux monopoles capitalistes privés.

APOLOGIE DU CEA ET D'EDF

«Les trusts de l'énergie nucléaire comme Empain... PUK... et Rothschild...», déclare l'Humanité du 10/5/77, ne seraient que des coquilles vides sans lui (le CEA). Face aux problèmes posés par le nucléaire, que propose le PCF ? La nationalisation, bien sûr, du secteur nucléaire, résoudrait, à son avis, tous les problèmes : «Prenant appui sur EDF et le CEA, il est possible de constituer un important secteur nucléaire nationalisé...». «Dans ce souci d'indépendance et d'efficacité économiques, il faut donner au CEA les moyens d'assurer sa mission primordiale, de recherche fondamentale et appliquée, des moyens financiers et humains».

C'est simple ! Nationalisons et on pourra développer à fond le programme nucléaire de la bourgeoisie. Comme on l'a vu à propos de Concorde, de Renault, les dirigeants du PCF défendent un système de capitalisme monopoliste d'Etat renforçant la domination du capital. S'ils demandent que les pouvoirs d'EDF et du CEA soient étendus et que l'industrie nucléaire soit nationalisée, c'est parce qu'ils espèrent ainsi, par le biais de la bureaucratie syndicale qu'ils contrôlent et qu'ils voudraient étendre, pouvoir augmenter leur poids dans l'appareil d'Etat.

Les dirigeants de la CGT, parmi lesquels se trouve, on le sait, Séguin, membre du Comité central du PCF, défendent également le programme nucléaire français. C'est ainsi que la «Vie ouvrière» réserve une large place dans ses colonnes à la publicité d'EDF pour les centrales nucléaires et Superphénix. D'ailleurs la direction de la CGT n'a-t-elle pas déclaré «l'intérêt national nécessite donc une poursuite du programme nucléaire, eau légère et surrégénérateurs...» (déclaration de la Fédération CGT Energie du 8/4/77).

Ils font tout, comme à Nantes, pour s'opposer à la solidarité entre ouvriers et paysans face aux projets et à la répression du pouvoir. Ils s'efforcent de faire croire aux travailleurs d'EDF que c'est à eux qu'en ont les manifestants et vont jusqu'à condamner d'avance les réactions populaires : «La fédération CGT de l'Énergie condamne d'avance les violences et menaces exercées contre le personnel d'EDF ou d'entreprises travaillant sur des sites nucléaires et tous les attentats commis contre les installations d'EDF». En fait, c'est les occupations de bureaux d'EDF, les manifestations au siège d'EDF, etc, qui sont assimilées à des actes terroristes pour essayer d'opposer les travailleurs d'EDF aux anti-nucléaires.

L'EXEMPLE DU PELLERIN

Face aux luttes populaires, les responsables PCF et de la CGT multiplient les acrobaties et aussi les tentatives de division.

Ainsi, au Pellerin, tout en parlant d'enquête «antidémocratique et de caractère policier», l'UD-CGT a trouvé le moyen d'appeler contre la volonté populaire à une participation massive :

«L'UD-CGT considère que les travailleurs doivent exprimer leur opposition à la centrale du Pellerin en utilisant la période durant laquelle cette enquête aura lieu. Ainsi ne serait pas laissée au pouvoir la possibilité de prétendre ensuite que les travailleurs seraient favorables à la politique du tout nucléaire, et dans ce but, l'UD-CGT a décidé de prendre des initiatives pour une expression de masse des travailleurs».

Quant au PCF, il ne s'embarrassait pas de subtilité et déclarait tout bonnement dans un tract : «Les municipalités de gauche (la Montagne, Saint-Jean-de-Boiseau, Brains, Couëron et Nantes, ont adopté une position commune sur l'enquête d'utilité publique. Elles demandent qu'elle soit élargie dans un rayon de 30 km et dure six semaines... Le refus prononcé par la droite et les gauchistes ouvre la voie à l'aventure». (...).

LES LOUVOIEMENTS DU PS

Les dirigeants du PS ont des positions plus nuancées : depuis Mitterrand, qui constate une grande ressemblance entre l'électorat du PS et le «profil» des écologistes (électoralisme oblige !) jusqu'à Hernu qui approuve le programme nucléaire et Maurois qui s'est oublié à déclarer : «les antinucléaires sont des criminels...» Mais dans les régions, les communes, et les cantons, les représentants de ces partis s'efforcent de «récupérer» et de ne pas se couper de leur électorat. Ainsi, lors d'un vote en septembre 1976, la majorité des élus PS a voté contre le projet de Superphénix ; la délégation parlementaire PS au conseil général de Haute-Savoie a voté contre également. Des élus, en majorité PS, représentant trente trois communes de l'Ain et de l'Isère ont demandé l'arrêt des travaux et ont créé une association d'élus locaux contre Superphé-

nix. Mais, dès qu'il s'agit d'action sur le terrain, la position du PS devient bien acrobatique. A Malville, il a refusé de s'associer au rassemblement de 50 000 personnes et a préféré appeler à un rassemblement séparé auquel n'assistaient que quelques dizaines de participants. Mermaz, député de l'Isère, a bien essayé ensuite de rattraper cela en se posant comme l'intermédiaire officiel entre les manifestants et le préfet ; ceux-ci n'ont pas été dupes.

Bien plus, à Grenoble, la mairie PS a coupé le courant aux habitants qui pratiquaient une autoréduction de 15% sur les factures EDF, réprimant ainsi directement les opposants au programme nucléaire de la bourgeoisie.

L'attitude du PS, si elle est donc plus subtile en apparence que celle du PCF, ne l'empêche pas de se démasquer dans les faits.



LES

SUPERPHENIX

LUTTES

FLAMANVILLE

LE PELLERIN

DU

GOLFECH

NUCLEAIRE

LA HAGUE

DES LUTTES POPULAIRES

Pendant longtemps la campagne d'information menée par certaines sections CFDT du nucléaire et aussi les écologistes n'a eu que peu de retentissements. Les gens se disaient « si des techniciens, des ingénieurs construisent des centrales, c'est qu'ils ont étudié la question. Par ailleurs en raison de leur style, de leurs sorties contre « la société industrielle », « le progrès », les écologistes avaient du mal à se faire prendre au sérieux par les travailleurs. Ils ont eu le mérite cependant de contribuer à briser le mur de silence sur lequel comptaient le pouvoir et l'EDF.

Petit à petit dans les villes et les villages avoisinant les centrales, la population a pris conscience du danger.

Avec la multiplication des centrales nucléaires l'opposition et la résistance se sont développées.

Les mensonges d'EDF concernant la création d'emplois, son chantage à la misère pour acheter des terres à bas prix ont fait long feu. De plus en plus les petits paysans se sont mis à refuser de vendre leurs terres contraints et forcés, à lutter contre l'expropriation et l'expulsion. Par ailleurs les luttes menées par les travailleurs du nucléaire pour exiger la sécurité, la divulgation des conditions de travail et des dangers du nucléaire par les techniciens et les scientifiques eux-mêmes faisaient largement connaître le sérieux et l'étendue des dangers.

Depuis un peu plus d'un an, les luttes contre le programme nucléaire de la bourgeoisie ont rencontré un écho croissant parmi les travailleurs des villes et des

campagnes. Les couches populaires les plus exploitées sont entrées dans la lutte contre les expropriations, les risques, pour le droit à la santé et à la sécurité. Et aussi pour le droit de vivre et de travailler au pays.

C'est la grève des travailleurs de La Hague en automne 1976 ; Ce sont les petits paysans de Flamanville, du Pellerin, de Cheix en Retz qui ont recours à des méthodes de luttes dures voire illégales face à l'épreuve de force que leur impose le pouvoir : ce sont les comités de défense locaux qui existent déjà dans de nombreux villages autour de Malville et qui prennent, par exemple, le même chemin à Golfech près d'Agen.

Désormais, le problème, ce n'est plus la participation des travailleurs, ouvriers et petits paysans, employés, etc. aux luttes ; c'est leur direction sur les luttes, classe ouvrière en tête. Dans les comités de défense, les petits paysans jouent un rôle de plus en plus important et pourtant, ils n'ont pas encore la place qui leur revient. N'est-il pas juste que les comités de soutien se mettent sous la direction de la population locale directement concernée et qui connaît le mieux les conditions concrètes de la lutte à mener sur le terrain ?

Et quand la lutte déborde le cadre local, il faut malgré tout que la population locale y conserve toute sa place. Il est probable que si ça avait été le cas pour la coordination Malville, la manifestation du 31 se se-

rait déroulée autrement. Un paysan-ouvrier membre d'un comité local à Favergé, le disait : « N'importe quel habitant de la région le sait : il était absurde de faire un seul défilé et de l'amener à ce goulot d'étranglement que constitue Favergé ». Ainsi, en donnant pleinement leur place aux habitants, il leur était possible d'éviter de tomber dans la souricière tendue par le préfet Jannin et le pouvoir.

Les ouvriers des grandes villes qui avoisinent les centrales en projet et se trouvent dans le périmètre dangereux sont encore insuffisamment sensibilisés.

La responsabilité en incombe notamment aux directions syndicales CGT et CFDT qui font le black-out sur l'information ou la déforment, quand elles ne cherchent pas tout simplement, surtout la CGT à dresser les ouvriers contre les manifestants.

Par contre, le travail fait par certaines sections CFDT du nucléaire s'avère positif. Et pourtant, les comités de défense constatent combien serait précieux le soutien des travailleurs des grandes villes. Les ouvriers déjà présents dans les comités, souvent des ouvriers de petites usines proches des sites prévus pour les centrales, contribuent déjà à donner à la lutte un contenu de classe.



SUPERPHENIX

C'est à Creys-Malville, entre Lyon, Grenoble et Chambéry, que le pouvoir veut construire le plus grand surrégénérateur du monde. Dans les grandes villes, avoisinantes, mais aussi dans de nombreux villages de la région des comités de défense se sont formés. L'un des temps forts de leur action a été la manifestation du 31 juillet 1977.

Déjà, en juillet 1976, près de 10 000 personnes étaient parvenues jusqu'au site. Le 4 juillet, un groupe de manifestants avait cisaillé le grillage sur trente mètres pour pénétrer sur le chantier. De nombreuses réunions d'information avaient eu lieu dans les villages si bien que le 10 juillet, il y avait une forte proportion de gens du pays parmi les milliers de personnes rassemblées à Bouvesse.

C'est le même jour à 21 h 30, que plusieurs centaines de CRS chargeaient avec une extrême sauvagerie 500 manifestants installés dans le camping improvisé du Bayard à Mépieu, matraquant les enfants comme les adultes, lançant plusieurs centaines de bombes lacrymogènes, faisant plusieurs blessés. Les habitants de Bouvesse avaient alors recueilli ces manifestants.

AUTOMNE 76

Plusieurs milliers de personnes manifestent à Grenoble et dans toute la région, envoient des délégations à la préfecture, à la mairie et au Conseil général, pour faire connaître leurs exigences. Le lendemain, une trentaine de militants parviennent à s'introduire par petits groupes, dans les locaux de la préfecture

et à emporter plusieurs dossier : dont des éléments du dossier Orsec-Rad prévu par le pouvoir en cas d'accident radioactif important mais gardé secret.

Tout en essayant de minimiser l'importance des documents dérobés, le préfet Jannin fait procéder à plusieurs interpellations.

LÉGITIME DÉFENSE CONTRE SUPERPHÉNIX

Les 19 et 20 février 1977, près de 3 000 personnes se rassemblent dans la salle de l'amitié à Morestel à l'appel de la coordination Malville. Un large débat s'engage sur la lutte à mener et notamment sur la question de la violence, à l'ordre du jour, depuis l'intervention des flics le 10

juillet. Les non-violents sont en recul et l'assemblée générale déclare que face au projet que veut imposer le pouvoir, la population se trouve en état de légitime défense.

Elle décide de contacter les travailleurs qui participent à la construction de la centrale, d'axer son travail sur l'information de la population locale, de pratiquer l'autoréduction sur les redevances EDF, et de préparer un grand rassemblement pour l'été à Malville.

LA MANIFESTATION DU 31 JUILLET 1977

La veille des dizaines de milliers ont afflué vers les lieux de campement (Morestel, Courtenay Paleyrieu, Montalieu) dans une région quadrillée par près de 5 000 CRS et gardes mobiles. Dans la nuit, les coordinations Malville prenaient la grave décision de rassembler 50 000 personnes dans une seule manifestation et de la faire converger vers le goulot de Faverges faisant ainsi perdre aux manifestants l'avantage que leur conférait la supériorité numérique.



Le 4 juillet 1976, une brèche était ouverte dans le grillage du site. Un millier de personnes le franchissaient.

Des dizaines de manifestants en marche.



Partis dès 7-8 heures du matin, le dimanche, des dizaines de milliers de manifestants crottés, trempés par une pluie dense qui est tombée toute la nuit, serpentent sur les routes et les chemins boueux. Ils franchissent bien tôt la RN 75 délimitant initialement le périmètre interdit par Jannin mais d'où les flics se sont retirés avant l'arrivée des manifestants. Peu après, la tête de la manifestation franchit le goulot du «Devin», étroit chemin où ne peuvent avancer que quelques personnes de front, fait jonction avec ceux de Paleyrieu. Plusieurs milliers de personnes se massent de l'autre côté du «Devin» sur les collines qui dominent Faverges. En bas, on voit la ligne bleue des forces de police qui occupent la D 16 tout au long, jusqu'au Bayard près du pont de Briord, barrant l'accès de Faverges.

LES AFFRONTEMENTS

Les affrontements étaient inévitables car il était évident que le pouvoir voulait faire de Malville un exemple. La coordination-Malville a pris dans ce domaine de lourdes responsabilités. Non seulement, elle a amené les manifestants à affronter les flics sur une seule ligne au lieu de disloquer les forces de police en organisant plusieurs cortèges, mais elle ne les a

aucunement préparés à se défendre. Bien plus, certains militants, parlant au nom de la coordination, retiendront dans un champ, situé en contrebas du hameau le «Devin», le gros des manifestants les empêchant de venir renforcer ceux qui affrontent les flics.

A partir de 11 h 30, c'est l'affrontement. Pendant plusieurs heures, des vagues successives de manifestants se heurtent au dispositif policier. Derrière progressent, par flux et reflux, des

milliers de personnes qui ne peuvent que les encourager en criant des slogans hostiles aux flics. Casqués, armés de pierres, de frondes, de bâtons, parfois de cocktails Molotov, munis pour certains de masques à gaz, des centaines de manifestants pressent les gardes-mobiles, s'approchant d'eux à moins de trente mètres et les forçant à plusieurs reprises à reculer.

Mais les gardes-mobiles sont nombreux et bien armés : outre des fumigènes à tir tendu, des bombes au chlore qui font suffoquer, ils envoient des grenades offensives à la déflagration assourdissante et au souffle meurtrier, faisant un mort et plusieurs mutilés, sans compter une centaine de blessés. Les manifestants se replient alors en bon ordre. Le soir, les gardes-mobiles organiseront une véritable ratonnade à Morestel et des rafles à des dizaines de kilomètres à la ronde pour prendre des otages et les faire condamner par la justice bourgeoise à Bourgoin. Près de trois mille personnes se rassembleront dans cette ville pour protester contre la mascarade de justice et exiger la libération des inculpés.

Une région littéralement quadrillée par les CRS.



VILLAGES OCCUPÉS PAR LES CRS. SOLIDARITÉ AVEC LES MANIFESTANTS

Les CRS ont été amenés une semaine avant la marche et ont aussitôt quadrillé la zone du périmètre interdit par le préfet (environ 6 villages). Toutes les allées et venues étaient contrôlées, les voitures fouillées.

Une habitante de Faverges nous raconte :

« Le village était coupé par des barrages avec du barbelé comme pendant la guerre. Les CRS patrouillaient avec leurs fusils, c'était comme sous l'occupation. Ma fille leur a dit carrément : ça ne vous fait pas honte de vous promener avec des fusils ? ça me rappelle les SS qui ont tué mon père pendant le maquis. Ma belle-fille, comme plusieurs autres, a refusé d'aller prendre un laissez-passer à la mairie ; elle a dit : « je passerai quand même ».

Plus loin, un habitant explique :

« Pour ceux qui travaillaient dans les usines aux alentours c'était un vrai cinéma. Le vendredi

midi, les CRS ont coupé avec du gravier le pont du Briord, on a eu beau gueuler, il n'y a rien eu à faire ; et il a fallu passer par celui de Sault-Brenaz, 3km plus haut, et à 14 heures, quand on est retourné au boulot, on a été bloqué là aussi pendant deux heures. On a tous décidé de déduire de la prochaine facture EDF le manque à gagner »

Un conseiller municipal, le premier habitant de Faverges à lutter contre Super-Phénix s'indigne : « Nos gosses (9, 11 et 14 ans) ont été arrêtés alors qu'ils rentraient à la maison. Ils ont été fouillés, main en l'air, canon de la mitraillette contre le ventre ».

Le préfet Jannin avait essayé de dresser la population contre les Allemands et les jeunes manifestants, mais il a complètement échoué comme le montrent la solidarité qui s'est manifestée.

A Faverges, plusieurs jeunes manifestants français et allemands qui avaient réussi à forcer les barrages des flics se sont réfugiés chez les habitants.

Ceux-ci ont montré beaucoup de fermeté face au CRS et aux gardes mobiles pour leur interdire d'entrer chez eux.

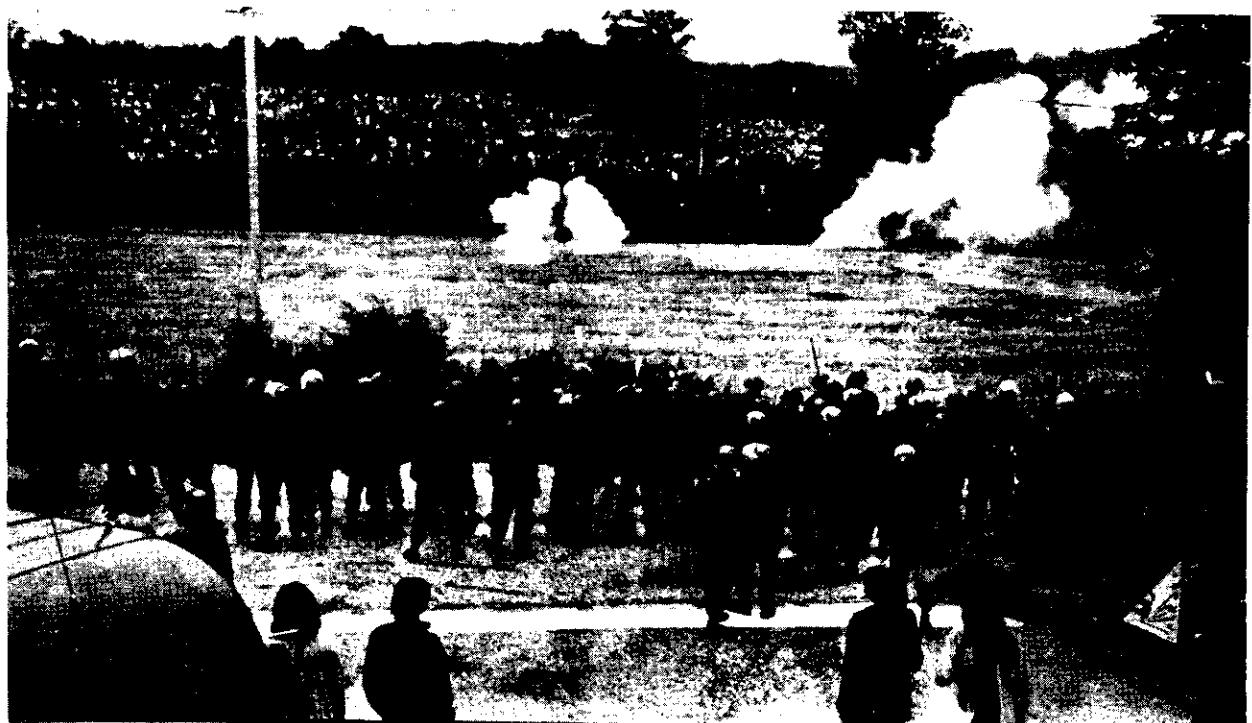
Dans une maison, raconte-t-on à Faverges des habitants ont re-

cueilli des manifestants et les ont fait se coucher dans les chambres du haut, déclarant ensuite aux gardes-mobiles à leur poursuite, qu'il n'y avait chez eux que des neveux qui étaient en train de se reposer au lit.

Une vieille dame du « Devin » a offert du café, le matin du 31, à des manifestants trempés jusqu'aux os et les a abrités. Quand les gardes mobiles ont pris ensuite pour cible la maison par représailles, puis l'ont investie en la brutalisant, elle leur a tenu tête.

« Vous êtes des brutes, des sauvages, leur a-t-elle déclaré, vous pouvez me faire ce que vous voulez, me tuer si vous voulez mais je vous dirai ce que je pense de vous. Le lendemain, raconte-t-elle, le capitaine de gendarmerie du village est venu avec le lieutenant de gardes-mobiles pour demander l'indulgence. Ils ont essayé de m'apitoyer sur les dégâts dans mon jardin et ma cour en disant « regardez ce que les manifestants ont fait ». Vous êtes un menteur, c'est vous qui avez fait tout cela, j'ai répondu ; les manifestants n'ont rien touché.

Et je suis allée marquer sur le registre de la mairie toutes mes doléances ».



L'EDF parle d'indemnisation, mais se garde bien de dire où elle compte faire passer ces couloirs.

FLAMANVILLE

A Flamanville, dans la presqu'île du Cotentin, le pouvoir veut installer près de l'usine de retraitement de La Hague une nouvelle centrale nucléaire. Les paysans se sont mobilisés contre les expropriations et contre la gêne qu'apportent aux cultures les immenses couloirs de fils à haute tension. Ils ont fait à plusieurs reprises des barrages avec leurs tracteurs et en février, ils ont occupé le site.

Il a fallu des gardes-mobiles en renfort pour les déloger. Pour faire un travail d'information et organiser la lutte, ils ont créé un «Comité départemental». Voici l'interview d'un paysan de ce comité, recueillie par Lucien Nouveau.

Q: Peux-tu rappeler en quelques mots, quels sont les dommages prévisibles que représentent pour les travailleurs de la terre ce projet de centrales nucléaires ?

— R: La question du projet de centrale nucléaire à Flamanville a révélé à la population un vaste projet d'ensemble de l'Etat, visant à faire du Nord-Cotentin, une zone d'implantation de centrales atomiques. Il y a déjà le centre de Jobourg de retraitement des déchets atomiques de toute l'Europe (qui est prévu pour être agrandi) ; il y a également un autre projet pour Capville, dans le cas où celui de Flamanville ne peut être réalisé.

Ici, les agriculteurs ne sont pas, en général, opposés au «nucléaire» en soi, mais un certain nombre de faits leur ont fait se poser des questions. Questions auxquelles ne répondent

absolument pas ni l'Etat, ni l'EDF ni également les partis ou organisations syndicales de droite comme de gauche (qui ont pris position, dans les faits, pour la centrale).

La première question importante est celle-ci : pourquoi implante-t-on des centrales dans une zone isolée par trois mers, et alors même que le courant n'est pas destiné à la région, mais à deux importants centres industriels, qui sont Caen et Rennes, situés chacun environ à 200 kilomètres ?

La réponse est simple ; l'EDF comme n'importe quelle entreprise capitaliste (la nationalisation ne change rien à l'affaire) recherche le profit maximum, et cela ne peut se faire que sur des manquements à la sécurité. Voilà pourquoi, elle a choisi un site particulièrement isolé.

Seulement, site isolé du reste du pays ne signifie pas que ce soit un désert. C'est une région à la fois agricole où les petites exploitations y sont nombreuses, et aussi industrielle et portuaire avec Cherbourg.

En plus, le fait d'installer cette centrale, loin des lieux de consommation, oblige la mise en place de couloir de lignes d'une taille jamais vue en France étant donné le voltage d'environ 700 000 volts. Ces couloirs devraient faire environ 400 mètres de large sur environ 400 km, c'est-à-dire 160 km², au-dessous desquels il faudra raser les arbres et les talus, sans pouvoir les remplacer par des fils barbelés ; ce qui n'est pas sans poser des problèmes dans une région d'élevage comme le Cotentin.

Q : Comment s'est faite la mobilisation et l'organisation des agriculteurs ?

— R: Les premiers à s'être mobilisés sont ceux du canton de Flamanville directement concernés, notamment par les expropriations de parcelles. Ils se sont organisés en comité de défense, et la première mesure qu'ils ont prise a été de se constituer en Groupement foncier agricole (GFA) qui, sur le plan de la législation foncière, permet de freiner les procédures d'expropriation. Ensuite, lorsque l'EDF a voulu commencer les travaux, ils sont allés tranquillement enlever les poteaux des chantiers.

Ce qu'il faut dire aussi, c'est qu'il existe depuis plusieurs années, un comité «antinucléaire» sur Cherbourg, regroupant essentiellement des intellectuels (le CRILAN).

Même s'ils ont des appréciations différentes sur le nucléaire que beaucoup d'agriculteurs, il n'en reste pas moins qu'ils ont apporté beaucoup d'informations fort utiles.

Le «Comité départemental des agriculteurs contre la centrale nucléaire et les couloirs de lignes», s'est constitué il y a quelques semaines, au moment où l'EDF voulait commencer les travaux. Ce sont les paysans regroupés en comité de défense sur Flamanville qui ont pris l'initiative de créer un comité départemental. Ils ont convoqué une réunion de constitution sans exclusive d'appartenance syndicale, ou autre. A cette réunion, on a pu noter des responsables départementaux de Paysans-Travailleurs, du CDJA, et de la FFA (ce qui n'est pas étonnant, puisque ces organisations avaient pris position contre la centrale). Par contre, s'il y avait des adhérents de la FDSEA, les dirigeants n'étaient pas là (ils ont pris po-

sition pour la centrale). Le responsable MODEF n'était pas là non plus.

Ce comité s'est fixé comme première tâche d'informer les agriculteurs du département sur les dangers de ce projet, en organisant des réunions commune par commune. En plus, il a participé à des manifestations, notamment celle de Cherbourg le 9 mars, pour protester contre l'investigation par les forces armées de l'EDF (gardes mobiles) du terrain du chantier.

Les premières réunion, d'après ce que je sais, ont été très positives : avec une large présence, et elles ont suscité un vif intérêt pour les explications et les propositions du Comité. De nombreux paysans ont adhéré au comité au cours de ces réunions.

Lors de la manifestation de Cherbourg, prenant prétexte des agissements de provocateurs à leur solde, les forces de répression ont arrêté deux paysans ; un responsable du CDJA et un de Paysans-Travailleurs. Ils devaient être relâchés au bout de quelque temps au fur et à mesure que le commissariat était soumis au siège des manifestants.

Il faut souligner qu'un comité de marins-pêcheurs vient de se constituer : les pêcheurs étant inquiets des risques de pollution de la mer, et de celle déjà existante avec le centre de Jobourg.

Q : Quelles sont les perspectives aujourd'hui pour le développement de la mobilisation ?

— R : Cette forme d'organisation que représente le Comité départemental semble, à mon avis, avoir prouvé que c'était la meilleure façon de regrouper tous les agriculteurs qui veulent faire quelque chose pour s'opposer à ce projet. Aujourd'hui, la priorité est à l'information.

On peut dire, pour conclure, qu'il faut que l'EDF et tous ses défenseurs sachent que les paysans veulent rester à la terre en travaillant, et qu'ils sont déterminés à cela, quoi qu'il en coûte.

LE

PELLERIN

Le pellerin une des plus petites communes de Loire-Atlantique située à 15 km de Nantes et à 40 km de Saint-Nazaire. Le pouvoir voudrait y construire une centrale qui exproprierait des paysans, ferait courir des risques à l'agriculture, etc.

Le premier pas pour imposer cette centrale à une population hostile c'est « L'enquête d'intérêt public ». On dépose des registres dans les mairies, on les fait remplir et après de toute façon on passe à la construction. Mais au Pellerin.. on ne marche plus, comme le raconte Jacques Durroc.

« C'est contre l'implantation d'une semblable "mairie annexe" qu'on s'est battu ».

Au Pellerin, à Cheix en Retz, à Couëron, etc. on ne marche plus ; l'enquête d'intérêt public, on n'en veut pas !

Alors 15 000 personnes se rassemblent, le 8 mai au Pellerin pour en parler.

Alors des conseillers municipaux de plusieurs des 12 communes concernées refusent de détenir en mairie les registres, ils savent bien ce qu'en pensent leurs électeurs et ils ne seront pas seuls pour empêcher qu'ils y rentrent dans leurs mairies, ces registres !



Alors, le sous-préfet il vient les coller lui-même, ses affiches d'ouverture d'enquête... et elles sont décollées sous son nez, et il est aspergé de purin, lui et sa suite de gardes mobiles, et il fait mettre en place de belles «mairies annexes» : estafettes de gendarmerie protégées par des flics.

Et les flics, ils sont encerclés, agressés.. par un troupeau de bêtes à cornes bien manœuvré (à Cheix, on connaît : on l'a déjà fait quand ils sont venus expulser les Mouillé) ; ou bien ils sont enfumés par un feu de vieux pneus.

Non l'enquête on n'en veut pas, la centrale on n'en veut pas.

LES MASSES N'EN VEULENT PAS !

Ce n'est pas partout comme ça : à Couëron, par exemple, on a une municipalité de gauche, et même à majorité PCF !... Alors les registres, ils sont ...dans la mairie ; les flics aussi !

L'enquête, on trouve juste qu'elle n'est pas assez démocratique : elle devrait être plus large. A gauche, on est quand même plus fort qu'à droite, en démocratie !

Voilà pourquoi à Couëron, elle le risque de marcher l'enquête...

Personne n'a rien écrit sur les registres d'enquête :

LES MASSES N'EN VEULENT PAS ! Mais tout de même...

Alors, le 2 juin, ils sont 40 (pas besoin d'être 1 000 pour faire ça : on est tous d'accord). Ils entrent dans la mairie ; ils le prennent, ce registre (y a pas beaucoup de gendarmes) et ils le brûlent sur la place du marché.

RÉPRESSION

C'en est trop !

Le lendemain, on arrête 5 paysans dont une femme.

Tiens ! Pourquoi des paysans : Il n'y avait pas que des paysans...

Oui, mais ceux-là, ce sont des «Paysans-Travailleurs» : ce

sont des meneurs, et la loi anticasseurs, elle est là pour ça. Et puis, le PCF ne les aime pas non plus, les Paysans-Travailleurs : des irresponsables, des têtes brûlées, minoritaires, gauchistes... alors ça ne bougera pas du côté des syndicats.

Le lendemain, conseil municipal extraordinaire à Couëron : «Nous déplorons ces actes qui n'engagent que leurs auteurs et servent la répression et le renforcement du contrôle policier ; nous regrettons que des gens, animés d'un idéal social, soient tombés dans le piège de la provocation...».

Dans la salle, on n'est pas d'accord !

Le 10 juin, le jour du procès à Nantes, pendant que 2 500 personnes attendent face aux

CRS et aux gardes mobiles qui bouclent le palais de Justice, les 8 mois de prison, dont 2 fermes, sur les 5 otages, Marchais dit que développer le nucléaire, c'est nécessaire, et que ceux qui s'y opposent, sont des démagogues et des nihilistes.

LA VICTOIRE

Après le verdict de Nantes, la colère gronde, la détermination s'est encore renforcée.

Le jour même, un nouveau registre est détruit à Saint-Jean-de-Boiseau.

Le veille de l'appel à Rennes, on est 3 000 à manifester à Nantes.



Devant le tribunal.

LES PAYSANS TRAVAILLEURS

Ce sont des paysans exploités qui se sont refusés à l'Union avec les gros paysans capitalistes qui mènent la FNSEA et les autres syndicats agricoles (FFA, MO-DEF) ils se veulent syndicat de masse et de classe au service des intérêts des petits et moyens paysans.

Le PCF n'a jamais cessé de les calomnier, voire de s'associer directement à leur répression et le PS a tenté récemment contre lui une opération de liquidation (opération Monatar).

Refusant la collaboration avec la bourgeoisie, ils ont de ce fait été soumis par celle-ci à la plus dure répression en vue de les liquider.

Les Unions départementales ont appelé cette fois, la seule ; c'est que ça bouge à la base ; on cherche à comprendre ; pourquoi on n'a rien fait pour le procès à Nantes... Il faudra les voir, ces paysans dont on dit tant de mal, ces Paysans-Travailleurs.

Côté CGT, on est venu du bout des lèvres pour faire voir qu'on est là : 8 à 9 personnes pour une grande banderole qu'on a mis presque devant.

Mais depuis le début, des ouvriers sont venus, des militants, des sections même, voire des syndicats.

Ils seront là aussi à Rennes.

On est près de 3 000 devant le tribunal ; une centaine a pu entrer.

Des fenêtres, la nouvelle arrive, «ILS SONT LIBÉRÉS !».

Pierrot Potiron est relaxé : lui, il ne s'est même pas trouvé un flic pour «témoigner» qu'il était là !

Dédé et Gaby Mabilais et les frères Blineau, ils ont quand même leurs 8 mois avec sursis.

MAIS ILS SONT LIBRES, TOUS LES 5.

On va chercher à la prison (dernières formalités à remplir), en manifestation joyeuse et forte : une vraie manifestation, pas comme les ballades style journée d'action ! C'est que ceux de la gauche, avec ou sans leurs écharpes tricolores, les pontes syndicaux, ils ne sont pas là aujourd'hui !

«ILS SONT LIBÉRÉS, LE COMBAT CONTINUE !».

On arrive vers la prison, on les voit ; ils sortent, là, devant nous.

Paul et Pierrot, le visage bruni de la quarantaine passée, passée au dur travail de la terre.

Le bon visage rond d'André Blineau, le rouquin : le «meur» disait le procureur ; Dédé Mabilais, avec sa tignasse et sa barbe, son bleu qu'il avait quand ils l'ont arrêté, dans son champ.

On court, on s'embrasse.

Et voilà Gaby Mabilais qui arrive, à l'autre bout de la rue, avec l'autre morceau de la manifestation qui vient de la prison des femmes.

On se précipite, victoire, ILS SONT LIBÉRÉS !

Ceux qui, dans leurs bureaux capitonnés des partis bourgeois de droite ou de gauche, préparent leurs élections de 1978 et tous leurs mauvais coups, ils sont absents, ils sont loin !

TANT MIEUX ! Ils ont montré leur vrai visage ! LE COMBAT CONTINUE !

GOLFECH

Malville, Le Pellerin, Cheix-en-Retz, La Hague, Flamanville, ce sont des exemples maintenant prestigieux. Mais des luttes, partout il en naît, partout il s'en développe. Manifestations en Alsace, occupation d'un pylône à Heiteren, occupation du bureau d'EDF à Cruas-Meysse, rassemblement de Golfech, etc. Juste pour donner un aperçu de la richesse de ces manifestations nous allons donner la parole à un correspondant de l'Humanité rouge qui raconte le rassemblement de Golfech auquel il a participé.

Après un filtrage de la RN 113, avec distribution de milliers de tracts, le dimanche 3, un cortège fort de plus de 4 000 personnes, marcha vers le site de la future centrale, en scandant des mots d'ordre combatifs tels «Contre la centrale, résistance populaire». Arrivés sur le site, les manifestants ont abattu les grillages et ont occupé le site pendant la durée de plusieurs interventions dénonçant le nucléaire.

Vers le soir, ce fut le tour de la ligne de chemin de fer Bordeaux-Toulouse d'être bloquée. Le trafic ferroviaire fut perturbé pendant plusieurs heures ; pas moins de cinq trains furent interceptés à Golfech, dont trois bondés de voyageurs.

Chaque train était stoppé une demi-heure, juste pour permettre d'informer les voyageurs avec lesquels de riches discussions s'engagèrent. Sur invitation des manifestants, par dizaines les voyageurs quittaient le train pour se rendre à la fête antinucléaire, qui se tenait en contrebas de la voie. La majorité des voyageurs bien que gênés par le retard des trains, a exprimé son accord et sa solidarité avec la lutte antinucléaire. Et c'est dans une enthousiasme débordant, au cri de «Contre les centrales, résistance populaire» que la foule de manifestants hérissée de poings levés, saluait le départ des trains. Par des signes de la main ou par le poing levé, voyageurs, cheminots, postiers, bidasses montrant tout leur soutien et leur compréhension, donnèrent l'impression que maintenant l'EDF et son Etat capitaliste devrait compter sur la mobilisation active de toute la population.

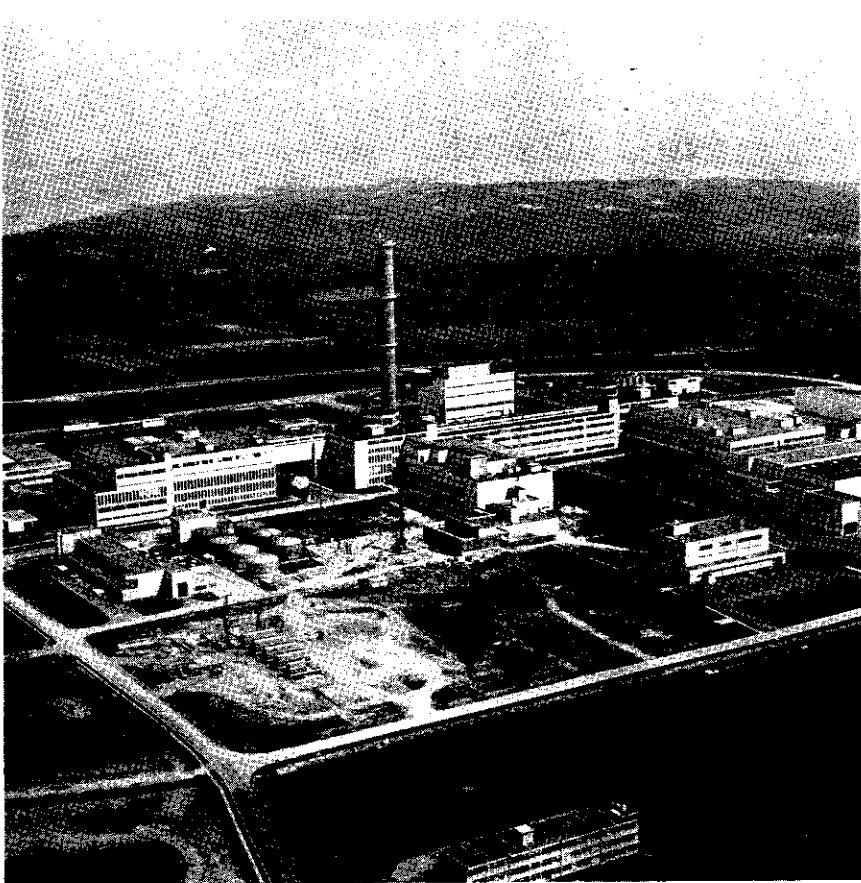
A la fête, beaucoup de jeunes certes, mais aussi des paysans, des habitants de la région, venus s'informer d'un problème qui les concerne directement et dont ils découvrent la gravité au fur et à mesure, à travers les panneaux, les discussions, le culturel (films, théâtre). Mais pour

ces gens, paysans ou autre, leur prise de conscience ne s'arrête pas là ; elle se concrétise car eux aussi veulent lutter et créer des comités contre cette centra-

le qui met en jeu leur avenir et leur vie. Sistels, Dunes, Donzac, Auvillar, Cuq Payrecave, etc. sont les prochains rendez-vous de la rentrée.

mité du Cotentin, est la seule au monde à assurer au niveau industriel le retraitement des combustibles irradiés. Elle reçoit les combustibles irradiés transportés depuis les centrales nucléaires dans les «châteaux» à épaisses parois en acier et en plomb. Toute une série d'opérations extrêmement complexes permettent ensuite de séparer le plutonium, l'uranium appauvri en isotope fissile, les produits de fission et les transuraniens stockés dans des cuves en acier inoxydable sous forme de concentrés liquides refroidis et agités en permanence, les effluents et les déchets radioactifs divers qui sont stockés.

Les risques liés à la radioactivité y sont au premier plan. Le rayonnement et les contaminations sont présents partout sous des formes diverses et insidieuses et peuvent avoir des conséquences irréversibles sur la santé des travailleurs. Ceci impose le travail par télémanipulateurs, en boîte à gants. L'intervention directe en milieu actif nécessite le port de tenues spéciales (scaphandre, tenue vinyle, masque).



Les travailleurs de l'industrie électro-nucléaire sont les premiers concernés par les conditions de travail et de sécurité.

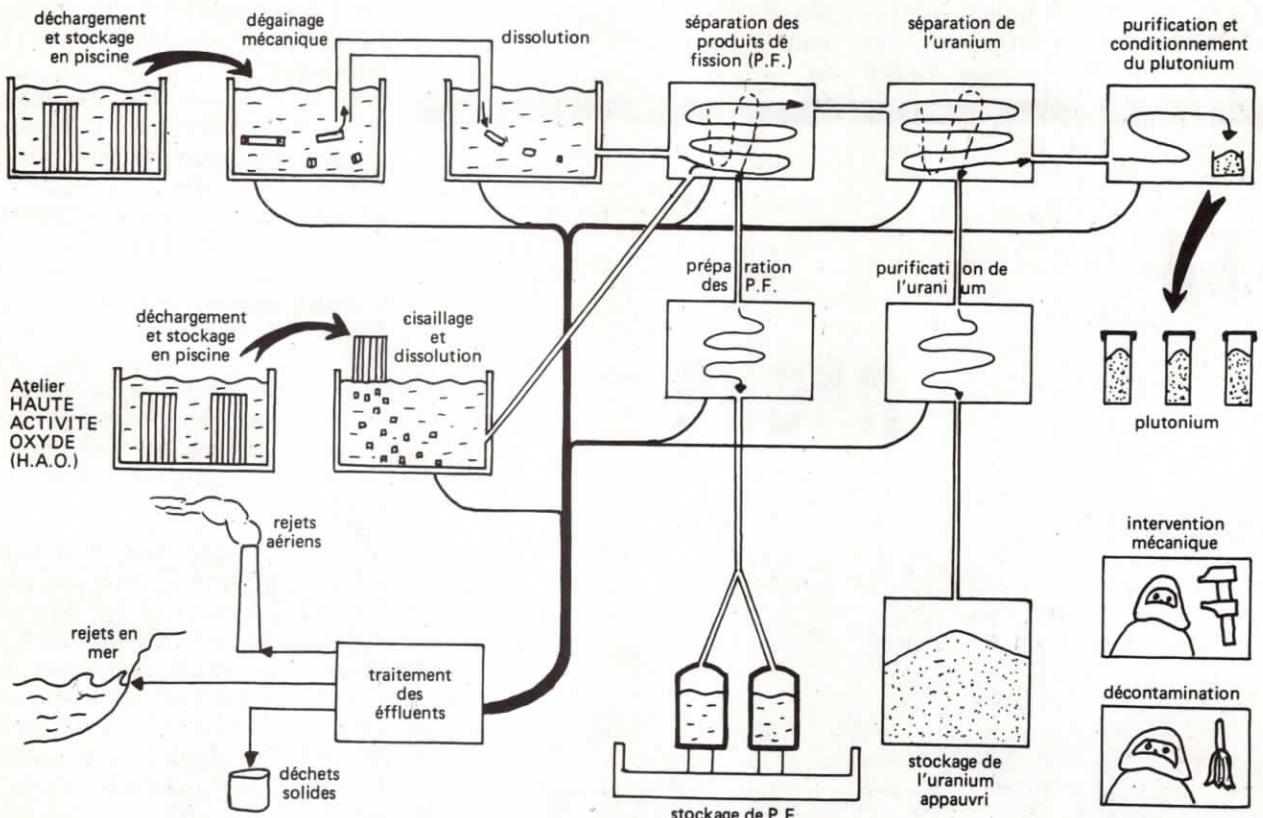
C'est leur exploitation qui est à la base des profits que font les capitalistes. C'est au détriment de leur santé et de leur vie que ces derniers rognent sur les conditions de sécurité pour faire davantage de profits. La place

que ces travailleurs occupent au sein même du processus de production de l'énergie nucléaire explique toute l'importance que revêt leur lutte. Nous allons relater ici les luttes menées de longue date par les travailleurs de l'usine de La Hague.

L'usine de La Hague située à 20 km de Cherbourg, à l'extré-

DES LUTTES DE LONGUE DATE

L'usine de La Hague fonctionne depuis 1967, date à laquelle elle devait compléter l'usine de Marcoule en fonctionnement depuis 1958. Dès le début, les dirigeants du CEA ont rogné sur les conditions de sécurité, entraînant la riposte des travailleurs. Ainsi, dès 1970, de sérieux problèmes se posent : contaminations atmosphériques, blocages mécaniques, inflammations spontanées de l'uranium dans les piscines de dégagement rendent les conditions de travail très critiques. Sous la poussée des grèves, quelques améliorations sont apportées en 1972. Mais la situation globale continue à se dégrader et en 1974, puis en 1975, les travailleurs postés en 3 X 8 sont amenés à se mettre en



La Hague : schéma des installations (SNPEA-CFDT juillet 1976)

grève tous les week-ends pendant quatre mois et demi.

Tout au long de l'année 1976, les conditions de travail se dégradent encore. Les interventions en zone active se font avec moins de précautions qu'au paravant : le temps est de plus en plus compté ; on isole moins bien la région active ou bien on y fait passer plusieurs personnes. La direction s'arrange pour court-circuiter le service de protection contre les radiations, tandis qu'elle fait effectuer de plus en plus de travaux aux travailleurs intérimaires d'entreprises extérieures. Cela correspond à une politique délibérée visant à augmenter les profits au détriment de la sécurité : non seulement les conditions de travail des intérimaires sont désastreuses, mais encore ils ne seront pas suivis ultérieurement sur le plan médical quand ils changeront d'entreprise.

LE MOUVEMENT DE GREVE DE 1976

La direction du CEA décide d'accélérer la rentabilisation et l'aggravation des conditions de travail en cédant la gestion du traitement et du retraitement du combustible, donc l'ensemble du secteur «production», employant plusieurs milliers d'employés, à une de ses filiales, une société mixte, la COGEMA.

C'est un moyen pour elle de remettre en cause les «avantages acquis» garantis par le statut CEA tout en divisant les travailleurs par le démantèlement.

Immédiatement, la Cogema envoie à chacun des membres du personnel des contrats qui s'avèrent très désavantageux tant sur le plan du statut que des conditions de travail. Par ailleurs, les travailleurs n'ont aucun doute sur les buts de la manœuvre ;

comme le déclare alors un délégué CFDT de La Hague : «L'exemple des travailleurs de sociétés extérieures ou d'entreprises intérimaires de Cherbourg employés à La Hague est particulièrement éloquent». Les conditions sont mûres pour qu'un mouvement de grève d'une certaine ampleur se produise.

Le 16 septembre 1976, 85 % des 950 travailleurs de l'usine de La Hague occupent l'entreprise : c'est la première grève avec occupation de l'industrie électro-nucléaire. Les travailleurs sont évacués par les CRS mais continuent de manifester les jours suivants devant l'usine et popularisent leur lutte. Vêtus de leurs combinaisons de vinyle, harnachés de leurs «schadocks», bottés, masqués, gantés, ils manifestent à plusieurs reprises dans Cherbourg, distribuent des tracts aux travailleurs d'autres usines, etc



La Hague : fûts radioactifs empilés les uns sur les autres ; le problème d l'élimination et du stockage reste à résoudre.

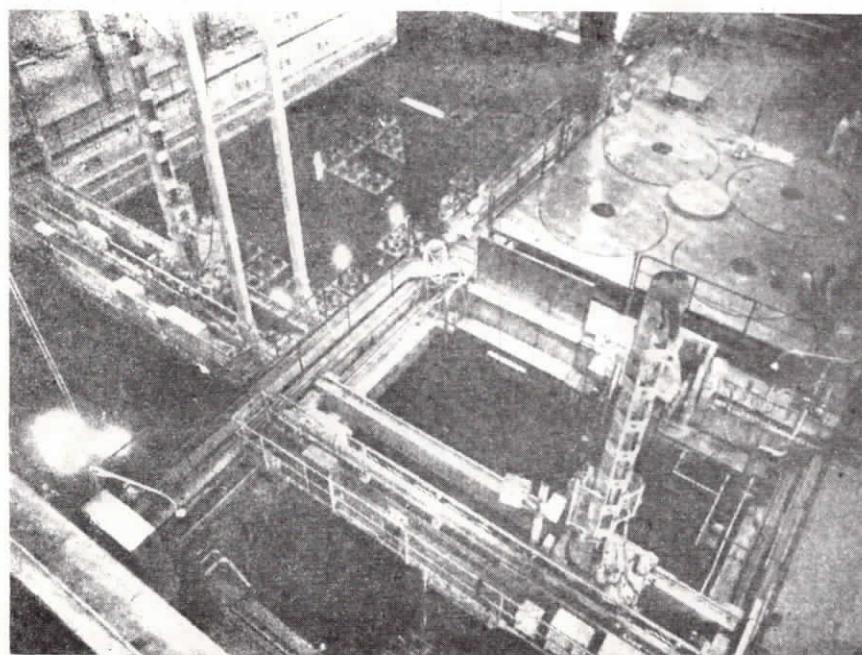
La grève touche d'autres centres électro-nucléaires également affectés à la Cogema, tels Marcoule, Pierrelatte et Miramas, petite usine de raffinement du minerai qui intervient avant La Hague dans la chaîne du retraitement du combustible.

Au troisième jour de la grève, la presque totalité des travailleurs de ce petit centre est en grève. Après avoir barré la route d'accès à Fos ils vont po-

pulariser leur lutte sur les marchés des alentours. Le 22, alors qu'ils sont 300 devant le centre, le directeur arrive, accompagné d'un huissier pour faire constater «l'entrave au travail». Les 300 investissent alors le bâtiment pour tenir leur assemblée générale à l'intérieur. Le samedi 25, une grande manifestation a lieu à Cherbourg rassemblant les 800 salariés de La Hague en grève, mais aussi des délégations de différents centres du CEA,

notamment ceux de Miramas avec leur pancarte «Petit centre, grande volonté». La population de Cherbourg voit passer l'étonnant cortège de travailleurs vêtus de leur combinaison de vinyle.

En fin de compte, ce mouvement de grève qui s'est étendu à un certain nombre de centres de France n'a pu aboutir. Mais il a démontré aux yeux de la population la volonté de lutte des travailleurs du nucléaire. Il a aussi eu le mérite de porter devant l'opinion publique la question des conditions de travail et de sécurité dans les usines de retraitement. Le Comité d'hygiène et de sécurité élargi, institué au cours de la grève, n'a fait que confirmer l'aggravation croissante des conditions de travail et de sécurité. Il a proposé un certain nombre de mesures contenant autant de revendications que les travailleurs vont devoir chercher à obtenir par la lutte.



Une belle piscine toute neuve, mais déjà trop petite, mal conçue. Avant tout démarrage industriel, elle présente déjà des zones suffisamment contaminées pour que le port du masque soit obligatoire.



IV partie

**LA POSITION
DES
COMMUNISTES
MARXISTES-LENINISTES**

DES LUTTES ANTICAPITALISTES

La restructuration de l'industrie trié et de l'économie à laquelle elle se livre en développant l'industrie électro-nucléaire est, comme nous l'avons déjà dit, vitale pour la bourgeoisie. C'est pourquoi les luttes antinucléaires se heurtent immédiatement et avec une grande violence à la répression du pouvoir et de l'appareil d'Etat capitaliste.

La répression contre la manifestation de Malville de juillet 1977 en est un exemple flagrant. Le préfet Jannin qui l'a dirigée en personne est un serviteur zélé du pouvoir s'il en est ! Préfet de police, puis directeur de la «Sûreté nationale» en Algérie, en 1961-62, c'est à dire chef des barbouzes, il s'est ensuite illustré en France en faisant attaquer par la police les grévistes du Joint-Français, de Big-Dutschmann, etc. en 1972. Devenu préfet de l'Isère, il s'est signalé par son silence complice devant les multiples attentats fascistes survenus dans la région de Grenoble. Avant le 31, il s'était déclaré «prêt à défendre le site à n'importe quel prix». «J'ai d'ailleurs reçu du gouvernement, avait-il déclaré, l'autorisation de décider et de décider seul s'il est nécessaire d'ouvrir le feu.» Le lendemain, il avait encore un peu plus de sang sur les mains, celui de Michel Vitalon et de plusieurs mutilés. En tant que préfet, il a agit en étroite collaboration avec le gouvernement qui avait décidé de frapper un grand coup. Bonnet, ministre de l'Intérieur, a d'ailleurs révélé : «M. Giscard d'Estaing a été constamment tenu au courant des événements». Les jours suivants, Barre a également tenu à approuver publiquement les opérations de répression conduites par le préfet Jannin.

ment les opérations de répression conduites par le préfet Jannin.

Au Pellerin, lorsque les habitants ont refusé l'enquête «d'intérêt public», c'est le sous-préfet qui s'est dérangé pour venir installer les urnes à la mairie, escorté de gardes mobiles. 

Après les accidents de Pierrelatte, Giscard a cru nécessaire de s'y rendre lui-même pour faire l'apologie du programme nucléaire français.

Le gouvernement s'engage donc directement et au plus haut niveau dans le soutien au programme nucléaire. Ce faisant, il contribue malgré lui à ouvrir les yeux à bien des gens.

Les petits paysans menacés d'expropriation voient bien que loin d'être «au-dessus de la mêlée» comme il le prétend, il est impliqué jusqu'au cou. Les écologistes constatent que c'est bien le pouvoir et non EDF ou le «nucléaire» qui a donné l'ordre de réprimer. Et les ouvriers s'aperçoivent que les politiciens bourgeois qui répriment la lutte antinucléaire sont les mêmes qui envoient la police déloger les grévistes des usines occupées.

L'engagement direct du pouvoir se retourne donc très largement contre lui. Mais l'enjeu est d'une telle importance pour la bourgeoisie, qu'il se voit forcé d'intervenir et de donner par là-même, un caractère directement politique et anticapitaliste aux luttes antinucléaires. Malgré lui, il contribue à ce qu'elles débordent, et de beaucoup, la question du nucléaire et posent celle justement, du pouvoir : qui l'exerce ? dans l'intérêt de quelle classe ? Comment faire pour l'arracher ? etc.

DEFIANCE VIS-A-VIS DE LA GAUCHE

A l'échelon dirigeants, le PCF demande des aménagements démocratiques et exige la nationalisation du nucléaire. Les dirigeants du PS, font preuve de beaucoup plus de démagogie. N'ont-ils pas récemment proposé un moratoire de deux ans qu'ils comptent soumettre à l'Assemblée nationale ? Au niveau des régions, des cantons et des communes, la démagogie est encore plus nette. Ainsi, le Conseil général de l'Isère en majorité PS, a voté contre le projet Superphénix ; dans la petite commune de

Curtin-Vzeronce, proche de Morestel, le Conseil municipal s'est prononcé à la quasi-unanimité pour le rassemblement de juillet 1977 avec l'appui insolite de la cellule locale du PCF.

DÉMARCATION SUR LE TERRAIN

Mais dès qu'ils s'agit de prendre position par rapport aux luttes populaires, les partis de «gauche» se trouvent bien embarrassés et se démasquent.

Ainsi les habitants qui ont boycotté l'enquête d'utilité publique au Pellerin, ont été fort frappés que les responsables locaux du PCF les traitent de provocateurs «gauchistes» et les amalgament à la droite.

Ils ont constaté que l'UD-CGT appelait à participer massivement à une enquête qu'elle avait qualifiée elle-même d'antidémocratique. Ils ont remarqué l'attitude subtile des maires socialistes «on s'oppose à l'enquête mais on demande à la population de signer les registres pour marquer son désaccord». La conduite de la municipalité de Grenoble à l'égard de la lutte du Comité Malville a été bien édifiante, elle aussi. Le PS a essayé sans succès de prendre la direction d'une manifestation organisée en juin 1977 par ce comité. Il a alors fait un cortège séparé. Le lendemain, jeudi 30 juin, Dubedot, maire PS et Giard, adjoint PC ordonnaient de couper le courant aux opposants à Superphénix qui pratiquaient une autoréduction de 15 % sur les factures EDF.

PRISE DE CONSCIENCE ACCRUE

Le fait que la régie municipale de Grenoble coupe l'électricité aux autoréducteurs n'a pu apparaître que comme particulièrement scandaleux. C'est arrivé au moment où le comité Malville subissait outre un attentat fasciste (cocktail molotov dans une réunion), diverses tracasseries policières, perquisitions, inculpations etc.

Des travailleurs de plus en plus nombreux des villes et des campagnes constatent que dans la pratique, la gauche se comporte en fait comme le pouvoir. Ainsi, des habitants de Faverges (Isère) ont été scandalisés par l'attitude de leur maire PCF après la manifestation de Malville. Il a soutenu que «si les CRS n'avaient pas été là, Faverges aurait brûlé» et que «les manifestants é-

taient payés par les pétroliers» etc. Un paysan-ouvrier a été très frappé que, pour faire le bilan des dégâts, il ait seulement convoqué les électeurs de droite et non pas ceux qui l'avaient élu. «L'année dernière déjà il avait fallu aller le chercher pour le faire participer à la manifestation mais cette année, il était contre».

Les gens de la région ont également remarqué que le maire PC de Bouvesse qui, lors de l'été 1976, avait aidé à soustraire des manifestants aux brutalités poli-

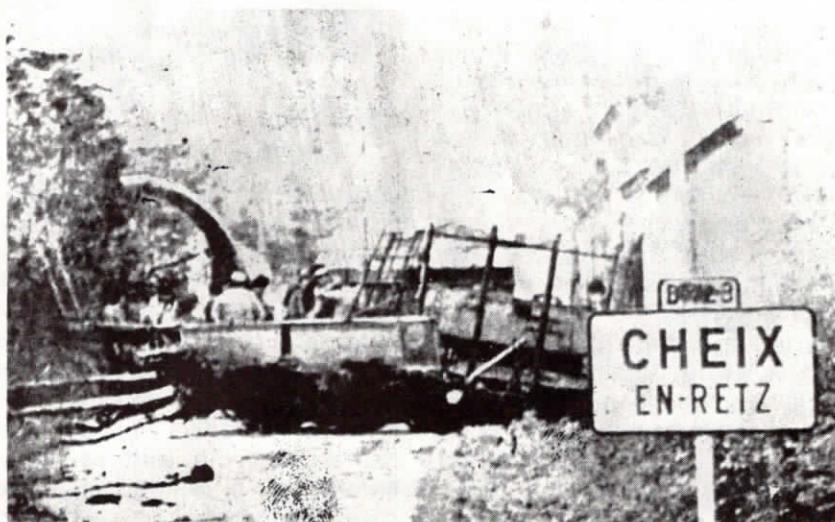
cières était beaucoup plus réservé cette année «après la visite d'un sénateur du PCF».

Mais les dirigeants CFDT se font démasquer malgré leur soupleesse d'anguille. On sait que peu de temps avant la manifestation du 31, ils amorçaient un recul et appelaient finalement à un rassemblement séparé. Eh bien, ils ont été sévèrement dénoncés au meeting de Morestel par des sections de Grenoble, Lyon, ainsi que par l'Union départementale de la Gironde.

DES LUTTES

ANTIELECTORALISTES

L'électoralisme constitue le principal moyen de la bourgeoisie pour tromper le peuple en lui faisant croire que c'est lui qui décide et que ses décisions peuvent changer les choses. Outre les élections nationales, législatives, présidentielles, le pouvoir à recours pour cela à des consultations locales. Les luttes contre la politique nucléaire de la bourgeoisie débouchent sur une remise en question des unes comme des autres.



BOYCOTT DES ENQUETES D'INTERET PUBLIC

Les «Enquêtes d'intérêt public» : c'est comme cela que s'appellent les consultations auxquelles la bourgeoisie se livre auprès de la population avant de décider la construction d'une centrale nucléaire. Les représentants locaux du pouvoir font déposer en mairie des registres sur lesquels la population est invitée à venir donner ses avis sur «l'utilité» de la construction de la centrale. En fait, quels que soient les avis exprimés, la construction se fera de toute manière. Ces enquêtes constituent donc le premier pas du processus qui va permettre au pouvoir d'exproprier «légale-ment» des paysans pour rassembler des terres et faire appel à la police contre les opposants. Peu à peu, instruits par l'expérience, les habitants se sont rendus compte que ces enquêtes étaient bel et bien une arme dont le pouvoir se servait pour émousser leur combativité, diviser et désorganiser les luttes, imposer par la force les centrales qu'ils refusaient. Un fait nouveau s'est alors produit : des paysans ont décidé, notamment dans plusieurs communes de la Loire Atlantique de boycotter ces enquêtes. Le pouvoir s'est alors démasqué en recourant à la force pour imposer des consultations qu'il prétendait démocratiques. Quelques exemples : c'est le préfet qui vient au Pellerin, escorté de gardes-mobilisés et fait installer des mairies annexes dans des véhicules de police ; ce sont les CRS qui se lancent à l'assaut de Cheix pour placer des bureaux d'«enquête», à quelques mètres derrière la pancarte annonçant l'entrée du village. N'est-ce pas concrètement le masque de la dictature bourgeoisie qui apparaît derrière la prétendue démocratie ?

Confrontés à cette dictature bourgeoisie, un certain nombre d'habitants n'ont pas hésité. A Couëron, à Saint-Jean-de Boisneau, ils ont affronté les flics et CRS pour déchirer ou brûler les registres déposés en mairie, montrant par là qu'ils ne se faisaient plus aucune illusion sur cette soi-disant démocratie locale.

DES LUTTES POPULAIRES CONVERGENTES

D'autres luttes populaires sont venues mettre les consultations locales en question. Dans le quartier du Marais, la Ville de Paris et la Régie immobilière de la Ville de Paris (RIVP), société mixte qui lui est liée, bénéficient de l'appui de la justice et de la police pour expulser les habitants.

Certes, une enquête d'utilité publique a bien été faite, en catimini, dans les années 1963, mais la demande n'a pas été renouvelée cinq ans après comme le voudrait la loi bourgeoise. Ceci montre bien que la bourgeoisie qui se sert à fond de la démocratie quand ça lui profite, saute allègrement par-dessus à pieds-joints quand elle risquerait d'aller à l'encontre de ses intérêts. Autre exemple, le Larzac : l'extension du camp militaire a été déclarée «d'intérêt public» mais le décret de «cessibilité» qui permettrait à l'armée d'exproprier les paysans n'a pas encore été pris. Ceci montre bien, qu'en fin de compte, c'est le rapport de force entre le mouvement populaire et le pouvoir qui est déterminant.

L'ANTIÉLECTORALISME SE DÉVELOPPE

La défiance vis-à-vis des partis de gauche amène de plus en plus de travailleurs et de manifestants antinucléaires à envisager de refuser de voter pour elle aux élections. Comment et pour-

quoi faire confiance à la gauche au pouvoir quand, dès maintenant, ses dirigeants sont d'accord sur le fond avec le gouvernement actuel ou se démasquent dans la pratique. Nombreux sont les travailleurs, paysans, écologistes, qui ont constaté, dans la pratique, que le PS qui propose un moratoire, se dérobait dans l'action quand il ne se rangeait pas ouvertement au côté du pouvoir.

Fait significatif, à Courtenay et Morestel, le 31 juillet 1977, les participants aux divers forums ne se faisaient guère d'illusions sur les élections législatives de 1978. Quelques «responsables» écologistes ont voulu, à un moment, dévoiler les forums sur les luttes en proposant de les centrer sur les perspectives qu'offraient, à leur avis, les législatives de 1978. Il ne s'agissait pas d'autre chose que de récupérer des voix pour la gauche en créant un «parti écologiste» qui serve de «groupe de pression». C'est donc une tentative pour faire revenir dans le giron de la gauche ou mettre à sa remorque des gens qui s'en méfient. Eh bien, ces responsables ont été obligés de quitter le forum et d'aller planter un peu plus loin un panneau où seule une dizaine de personnes sont venues les rejoindre. Cela montre bien qu'il y a parmi de larges couches de la population qui participent à la lutte antinucléaire une défiance croissante vis-à-vis de la gauche et de la démocratie bourgeoisie. Les éléments les plus avancés de la classe ouvrière, rassemblés autour du Parti communiste marxiste-léniniste de France, mènent une lutte conséquente contre l'électoralisme, contre la bourgeoisie de droite de même que contre les illusions suscitées par la bourgeoisie de gauche. La défiance vis-à-vis de la gauche par rapport au nucléaire constitue une base objective pour que de nombreux militants écologistes, antinucléaires, mais aussi des paysans, des ouvriers viennent rejoindre et contribuer à étendre cette lutte.

VIOLENCE POPULAIRE : LEGITIME DEFENSE !

Vital Michalon est tué près de Faverges.



était non seulement juste mais nécessaire en tant que riposte à la violence du pouvoir. Quand celui-ci veut imposer de force aux populations, au mépris de leurs intérêts et de leur volonté, une centrale nucléaire qu'elles refusent, il exerce une violence première. Face à cette violence réactionnaire qui reflète l'oppression de classe de la bourgeoisie, le peuple se trouve en état de légitime défense.

LA VIOLENCE DU POUVOIR

Lors de la manifestation de Malville en 1977, le pouvoir a laissé apparaître son visage de violence à des millions de gens. Face à des manifestants armés seulement de pierres, de bâtons et de quelques cocktails molotov, il a massé 5 000 gardes mobiles et CRS, sans compter les parachutistes. Les grenades offensives, qu'il a donné l'ordre de tirer, sont des armes meurtrières. La bourgeoisie s'en était largement servie dans les opérations de «maintien de l'ordre» pendant la guerre colonialiste d'Algérie.

Par contre, elle ne les avait utilisées contre la population civile en France qu'une seule fois, lors du Printemps révolutionnaire de Mai 1968.

Au procès de Bourgoin, un avocat a demandé à un officier de garde-mobiles qui comparaissait comme témoin à charge : «Comment se fait-il que vous ayez utilisé ces armes meurtrières ? N'est-il pas vrai que, lorsque les appelés du contingent les utilisent au cours des exercices, un mur de béton les séparent du point de chute pour éviter qu'ils ne risquent leur vie ?». L'officier, ainsi questionné, l'un de ceux qui avaient dirigé les opérations sur le terrain à Malville, a répondu : «Oui, mais là, il s'agit d'appelés !». Autrement dit, lorsqu'il s'agit de manifestants qui s'opposent à lui, le pouvoir trouve au contraire normal de les blesser et de les tuer !

Les adeptes de la «non-violence» étaient, à l'origine, quasi-hégémoniques parmi les écolos et les antinucléaires. Avec l'entrée dans la lutte d'ouvriers, d'employés et de paysans ayant l'expérience du combat de classe contre la bourgeoisie, les choses ont commencé à changer. Le pouvoir, également, s'est montré un professeur par la négative : comment soutenir après Malville, par exemple, que des méthodes non-violentes puissent faire reculer la bourgeoisie dans la mise en œuvre de sa politique nucléaire ?

Beaucoup de jeunes étaient non-violents, au départ, par haine de l'oppression et parce qu'ils pensaient pouvoir se passer de la violence ou ne faire pas la distinction entre la violence du pouvoir et celle

des masses. Eh bien, en les frappant durement, le pouvoir les a éduqués ; il a aussi contribué à radicaliser de larges couches de la jeunesse qui se sont aussitôt solidarisées avec eux.

UNE RIPOSTE NÉCESSAIRE

La question de la violence a été l'un des points forts de l'avancée politique de masse des antinucléaires. En février 1977, les assises de Morestel ont marqué un pas en avant en déclarant que, face à Superphénix, le mouvement populaire se trouvait en état de «légitime défense». Des milliers d'antinucléaires, qui représentaient des dizaines de milliers de gens, reconnaissaient et proclamaient ainsi que le recours à la violence populaire

LE POUVOIR A PEUR DE LA VIOLENCE POPULAIRE

En mai 1968, un certain nombre de lecteurs s'en souviennent sans doute, la bourgeoisie a cherché à discréditer la violence du mouvement de masse en le mettant sur le compte de quelques agitateurs tel Cohn Benditt, qu'elle appelait pour susciter un réflexe xénophobe «Juif allemand». A Malville, aussi le préfet Jannin a employé cette tactique. Il a attribué la violence de masse à des «agitateurs étrangers» et a même déclaré «Morestel est occupé pour la deuxième fois par les Allemands».

Certes, les «hommes de gauche» ont alors émis des protestations verbales contre ces relents racistes trop voyants. Mais toute la presse, tous les partis et politiciens bourgeois sans exception ont été unanimes pour déclarer que la violence était le fait d'une poignée. Ils lui ont opposé la manifestation soi-disant «calme digne et tout à fait honorable des pacifiques écologistes» selon les paroles mêmes du député du PS Mermaz. Il est encourageant de constater que la population locale n'est pas tombée dans le panneau. Au contraire, elle a largement sympathisé avec les mani-

festants, les a aidés, logés et abrités, encore plus après la sauvage agression policière.

Certains habitants ont pris des risques très sérieux en protégeant des manifestants français ou allemands poursuivis par les gardes mobiles. Un habitant de la région a même franchi des barrages de police pour soustraire des jeunes allemands à l'hystérie policière.

NOTRE AVIS SUR LA QUESTION DE LA VIOLENCE

Bien entendu, nous jugeons tout à fait utopique l'attitude des non-violents et comme nous l'avons déjà dit, ils sont un certain nombre à s'en être rendu compte eux-mêmes, après avoir reçu des coups. Mais nous tenons également à nous démarquer de certains partisans d'une violence anarchique qui se sont également manifestés dans le mouvement antinucléaire. Si nous pensons qu'il est juste d'avoir recours à la violence populaire, c'est d'abord et avant tout parce que le pouvoir qui nous opprime n'hésite pas, lui, à employer la violence réactionnaire.

Des habitants de Favergé montrent leur hostilité aux gardes mobiles.



Nous ne sommes pas des partisans inconditionnels de la violence ni des adeptes de la violence pour la violence. Nous constatons simplement que la violence populaire constitue une juste riposte à l'oppression, à la violence réactionnaire de la bourgeoisie.

Encore faut-il que la violence, lorsqu'elle est ainsi utilisée serve effectivement les buts politiques corrects qui lui sont assignés, c'est à dire en l'occurrence la lutte contre la politique nucléaire de la bourgeoisie. Le principe qui doit guider pour cela, c'est que les formes et les objectifs de l'action violente soient compris des couches avancées des masses, bénéficiant de leur concours, de leur adhésion, de leur appui. Sinon même, si elle semble dans l'immédiat porter un coup à la bourgeoisie, une telle action est récupérée par cette dernière pour discréditer, diviser, désorganiser affaiblir le mouvement de masse.

Au lieu de faire avancer et progresser, elle risque de le faire reculer. Ainsi, dans la situation actuelle, le plasticage systématique des pylônes d'EDF n'est propres qu'à discréditer la lutte contre la politique nucléaire aux yeux des larges masses. De même nous condamnons avec la plus grande fermeté toute action qui confondrait les employés d'EDF avec les hauts-fonctionnaires et le pouvoir qui les dirige. Par contre, des occupations de bureaux de directeurs d'EDF ont déjà eu lieu avec le soutien de la population pour protester contre la construction par exemple de la centrale de Cruas-Meyssé. A Couéron le 2 juin, les habitants et les paysans de la région qui se sont emparés du registre d'utilité publique pour le brûler sur la place du marché n'étaient que 40. Mais leur action jouissait du soutien et de l'adhésion de la population comme l'ont montré les manifestants exigeants leur libération à Nantes. Voilà le critère qui permet de savoir si une action est juste ou bien si elle est fausse ou prématurée.

NON A LA POLITIQUE NUCLEAIRE DE LA BOURGEOISIE !

Le développement très rapide de la construction de centrales nucléaires et d'usine de retraitement est la conséquence de la recherche systématique du profit maximum, donc du système capitaliste lui-même. Les monopoles capitalistes, qu'ils soient privés ou publics, sont avides de se procurer de l'énergie au moindre coût, au moment où la lutte des pays producteurs de pétrole a augmenté le prix de ce dernier.

Ils voient également, dans le développement accéléré de l'industrie nucléaire, la possibilité de débouchés très importants tant en France que pour l'exportation, notamment dans les pays du tiers monde. Lorsque la bourgeoisie monopoliste met en avant l'argument de l'indépendance nationale, elle s'efforce de masquer le fait qu'elle ne la recherche, en matière énergétique comme ailleurs, que dans la mesure où elle lui permet de faire davantage de profits.

En fait, le programme nucléaire représente, pour la bourgeoisie monopoliste française, une manière de faire face à la crise économique et de chercher à préserver ses profits tout en restructurant l'industrie. Bien entendu, cette course au profit se fait sur le dos des travailleurs. Le pouvoir veut construire les centrales au plus vite, au détriment des intérêts de la population locale, en expropriant les petits paysans, en polluant des régions déjà bien touchées par le système capitaliste.

Il reléguer au second plan la santé et la sécurité des travailleurs en faisant appliquer au minimum les règles de sécurité, en construisant les centrales nucléaires à un rythme accéléré

alors qu'on ne sait même pas en maîtriser tous les risques.

Voilà pourquoi nous estimons juste et nécessaire la lutte contre la politique nucléaire de la bourgeoisie. Dans cette lutte, c'est

au pouvoir que les travailleurs s'affrontent directement, mais il est aussi indispensable de dénoncer les partis de gauche et leur Programme commun bourgeois. Tout en proposant quelques aménagements et en tenant des propos démagogiques, comme Mitterrand lorsqu'il propose un moratoire, ils s'opposent dans la pratique, et de manières les plus diverses, aux luttes populaires.

UNE POSITION DE CLASSE

En matière nucléaire, comme ailleurs, la lutte doit être menée sur des bases claires et en prenant comme fil conducteur un critère de classe. C'est ainsi seulement qu'elle pourra intéresser des couches de plus en plus larges de la population et rejoindre la lutte de la classe ouvrière contre le capitalisme. Voilà pourquoi nous estimons indispensable, pour lutter efficacement contre la politique nucléaire de la bourgeoisie, de nous démarquer de certains courants rétrogrades. Ces courants, qui sont en perte de vitesse, mais se manifestent encore au sein du mouvement écologiste et du mouvement anti-nucléaire, voudraient mettre toutes les tares du système capitaliste, l'exploitation, la répression, la pollution, sur le compte d'une soi-disant «société nucléaire», voire de la «société industrielle» et du «pro-

grès». C'est une attitude complètement erronée et profondément antimatérialiste. Nous faisons quant à nous une distinction fondamentale entre la politique nucléaire de la bourgeoisie et les possibilités objectives qu'offre l'industrie électro-nucléaire. L'énergie nucléaire ne présente pas de différence de nature avec les autres sources d'énergie. Le progrès scientifique et technique peut et doit permettre d'en maîtriser les risques et de l'utiliser au même titre que les autres sources d'énergie. C'est le système capitaliste et la course au profit maximum qu'il engendre qui s'y opposent aujourd'hui et qu'il faut combattre pour cela. Par rapport aux courants rétrogrades dont nous avons parlé, notre position est claire. Nous nous opposons fermement à toute démagogie, à toute conception qui consiste-

rait à s'appuyer sur une ignorance des masses d'ailleurs soigneusement entretenue par le système. Susciter, sous prétexte de mobiliser contre les dangers du nucléaire, une peur irraisonnée, ne procède pas d'autre chose finalement que de la manipulation. Nous pensons que ce sont les masses qui font l'histoire et qu'elles doivent prendre connaissance pour cela, de la façon la plus large et la plus approfondie,

de la réalité et de la vérité.

Il est indispensable en conséquence de donner avec patience les explications les plus claires et approfondies à tous les gens honnêtes et sincères que les courants rétrogrades peuvent influencer. Nous consacrerons notamment le chapitre suivant à montrer que c'est la société capitaliste qu'il faut mettre en cause et non la «société industrielle».

COMBATTRE LA SOCIÉTÉ INDUSTRIELLE OU LE CAPITALISME ?

Il n'y a pas que le nucléaire à provoquer des risques de pollution. La fuite de pétrole survenue en 1977 sur la plate-forme Ekofisk en mer du Nord aurait pu provoquer des dégâts considérables si elle n'avait pas été colmatée à temps. La fuite de dioxine, produit utilisé comme arme de combat contre les Vietnamiens par les USA, a produit une véritable catastrophe en Italie. Son ampleur n'est pas encore mesurée. Elle a continué pendant des mois à se répandre jusque dans la banlieue de Milan où l'on en a trouvé des concentrations dangereuses de ce produit dans des écoles maternelles. Quant aux cuves d'acroléine de PUK, elles mettent en danger la vie de millions de personnes dans l'agglomération lyonnaise.

Très bien, diront certains écologistes, nous comprenons qu'il ne faut pas isoler le nucléaire du reste de la société industrielle, mais n'est-ce pas justement cette société qui s'avère nocive et nuisible ?

Certes, la pollution atteint de nos jours, particulièrement dans les sociétés industrielles capitalistes des proportions considérables. Mais doit-on pour cela penser qu'elle est inévitable dans n'importe quelle forme de société industrielle ? En transformant la matière, l'industrie produit à la fois des objets utiles et des déchets toxiques et nuisibles. Mais ces déchets et ces résidus nocifs pourraient être transformés en matériaux utilisables. Cela dépend uniquement de la volonté que l'on a d'étudier la façon de les neutraliser ou de les transformer. Le développement de l'industrie, de la science et des techniques porte en lui-même la possibilité de surmonter la pollution en même temps qu'il la crée. L'histoire du développement industriel est jalonnée par la transformation d'éléments nuisibles ou sans utilité en éléments

Il faut changer de régime

La lutte contre la politique nucléaire de la bourgeoisie conduit à se poser de nombreuses questions. Pourquoi une minorité a-t-elle dans notre société le pouvoir de décision ? Une autre politique énergétique est-elle possible ? Pourquoi un gaspillage aussi énorme en ressources et en hommes ? Quelles sont les causes de la répression policière et de la pollution, etc.

Beaucoup en viennent inévitablement à se poser un problème de société. Ils aspirent à une société plus juste où la production, le travail, les loisirs, etc. seraient subordonnés aux intérêts des travailleurs. Mais un certain nombre, surtout des jeunes récemment venus à la lutte anticapitaliste, sont influencés par des courants qui rendent responsables non pas le capitalisme mais «la société nucléaire», «la société industrielle» et le «progrès». Nous leur disons fraternellement, car la plupart d'entre eux aspirent sincèrement à combattre le régime, qu'il ne faut pas se tromper de cible. Nous allons essayer de leur montrer que les choses qui les amènent à la lutte sont des méfaits et des conséquences du régime capitaliste. Pour que ça change, c'est lui qu'il faut combattre.

SOCIÉTÉ NUCLEAIRE OU SOCIÉTÉ CAPITALISTE ?

Certains courants écologistes ont pris comme le cheval de bataille le mot d'ordre «société nucléaire, société policière» pour canaliser la volonté de lutte contre une soi-disant «société nucléaire». Ils prétendent que c'est le développement de l'énergie nucléaire qui suscite par lui-même la répression.

Certes, chaque projet de centrale nucléaire s'accompagne maintenant d'un projet de caserne de CRS à proximité. Mais c'est tout simplement parce que le pouvoir connaît l'hostilité de la population et veut imposer par la force la construction des centrales dont il escompte tant de profits. La répression qui s'abat sur les mouvements contre la politique nucléaire de la droite a pour ressort la soif de profit de la bourgeoisie capitaliste qui nous opprime. Elle n'a pas attendu le nucléaire pour lancer sur les militants ses bandes armées, CRS, gardes-mobilisés et autres flics, blesser ou tuer des manifestants. C'est le pouvoir et le régime capitaliste qui sont à l'origine de la répression et qu'il faut combattre.

précieux ou utiles. Il n'y a aucune raison par exemple, que la pollution nucléaire ne puisse un jour être maîtrisée. Certains de nos lecteurs penseront peut-être : «mais cela ne s'est pas passé ainsi ; bien au contraire, la pollution est devenue un véritable fléau». Ils se fient ainsi à leur expérience et ont raison de souligner la nocivité de la pollution dans notre société. Mais qu'ils réfléchissent à cela : la véritable question n'est-elle pas «qui prend les décisions, qui décide d'organiser la production de telle ou telle façon ?». Aujourd'hui nous ne vivons pas dans n'importe quelle société industrielle, mais dans une société où le pouvoir de décision appartient à une minorité exploiteuse, la bourgeoisie. Or, les capitalistes n'ont qu'un seul objectif : réaliser le maximum de profits. Tant que la production permet leurs profits pourquoi se soucieraient-ils des conséquences qu'elle entraîne du point de vue de la pollution ? Eux ne vivent pas dans les banlieues ouvrières, à proximité des usines. Ils n'ont pas à craindre dans leurs beaux quartiers ou leurs banlieues boisées les émanations de fumées toxiques, les odeurs nauséabondes, les particules de gaz qui s'abattent en brouillard sur les HLM avoisinants les zones industrielles. Ils ne commencent à se préoccuper de la pollution que si cela les gêne du point de vue des profits : par exemple certaines industries ont besoin d'une eau très pure de plus en plus difficile à trouver ; c'est alors qu'ils s'intéressent à la pureté de l'eau ; cependant même alors, ils parent au minimum pour préserver leurs profits.

CONQUÉRIR LE POUVOIR

Le véritable combat à mener n'est pas de refuser la société industrielle. Ceux qui s'imaginent pouvoir le faire en allant fonder des communautés ne font que vivre en marge de cette société et bien vite celle-ci met des ob-

tacles sur leur route. Le véritable combat, c'est de lutter contre ce qui met l'industrie au service d'une minorité d'exploiteurs.

Nous vivons dans une société opprimée par une minorité de profiteurs qui s'accaparent toutes les richesses, n'hésitent pas à exploiter jusqu'à la moelle les travailleurs, à piller de façon anarchique les ressources naturelles.

La loi dans cette société capitaliste, fondée sur la recherche du profit maximum, c'est l'exploitation des travailleurs, le mépris pour la santé et la sécurité des masses populaires, le gaspillage anarchique pourvu que ça profite.

La lutte contre la politique nucléaire de la bourgeoisie doit faire à notre avis partie intégrante de la lutte contre le système capitaliste. En effet, si la bourgeoisie a le pouvoir de décision, si elle organise la production pour son profit maximum, c'est parce qu'elle détient le pouvoir d'Etat. La police, l'armée, la justice, etc. constituent les rouages d'un appareil complexe qui lui permettent d'opprimer le peuple et de le contraindre à mettre en œuvre ses décisions. Il faut arracher à cette classe tous ses pouvoirs tant politiques qu'économiques afin que les travailleurs puissent prendre en main la production et l'orienter en fonction de leurs besoins réels tout en combattant la pollution. Et quand on voit la violence réactionnaire que déploie déjà la bourgeoisie pour s'opposer aux revendications des travailleurs ou pour mettre en œuvre sa politique nucléaire, on comprend que cette prise de pouvoir ne peut se faire que par la révolution prolétarienne, c'est à dire par une violence révolutionnaire de masse dirigée par la classe ouvrière et son parti.

LA SOCIÉTÉ SOCIALISTE

La maîtrise progressive de la nature ne pourra se faire au service de l'homme que dans une telle société. Ceci, non pas, certes, de façon automatique, com-

me par un coup de baguette magique, mais par l'application dans le domaine de la production et de la lutte contre la pollution, d'une ligne politique juste faisant notamment appel à l'enthousiasme révolutionnaire des masses populaires.

Seul, un régime socialiste peut se donner les moyens de lutter de façon efficace contre la pollution et notamment la pollution nucléaire, car le but de la production n'est pas alors de remplir les poches d'une minorité mais de subvenir aux besoins et au bien-être du peuple. Prenons en guise de témoignage deux exemples contradictoires tirés d'un article de la revue chinoise «Dialectique de la nature». *A Changhaï, après la Libération, l'industrie prit un essor fulgurant, l'environnement s'améliora grandement et de larges zones de verdure furent aménagées dans les quartiers ouvriers... En quelques années à peine, près d'un tiers des cheminées ont été équipées pour la récupération des fumées et poussières, de sorte que chaque année 74 % des résidus industriels sont réutilisés.*

Par contre, après la restauration du capitalisme, «l'URSS est devenue la deuxième superpuissance polluante, tout de suite après les Etats-Unis... le profit est au poste de commande. Lorsqu'une usine dépasse l'objectif de production fixé par le plan, elle peut obtenir de 5 000 à 10 000 roubles de primes (qui vont dans les poches des dirigeants et des cadres) ; or, il suffit de 500 roubles environ pour payer les amendes pénalisant la pollution».

En France même, le Parti communiste marxiste-léniniste de France, dont l'objectif stratégique est la révolution prolétarienne et l'instauration d'une société socialiste où les exploités deviendront les maîtres, fait des propositions claires concernant la politique industrielle et aussi, sujet qui préoccupe à juste titre les travailleurs, la manière dont s'exercera le pouvoir de décision.

POLITIQUE INDUSTRIELLE

La gestion des entreprises sera attribuée aux Assemblées populaires d'ouvriers et autres travailleurs participant à la production. Cette dernière sera mise en œuvre dans le cadre de plans et directives d'ensemble mis au point par l'Etat socialiste, dirigé par le Parti révolutionnaire prolétarien, après consultation de toutes les assemblées populaires au niveau des unités productives, et en fonction des besoins du peuple. Ces plans et directives n'entreront en application qu'après avoir été présentés et soumis à la discussion collective des plus larges masses et de tous les ouvriers des entreprises.

Ainsi, la politique énergétique et la croissance de la production ne serait plus soumise à la loi du profit maximum. Les ressources naturelles du pays seraient utilisées de façon rationnelle en ayant pour objectif le bien-être du peuple et l'indépendance nationale tandis que les risques de pollution seraient efficacement combattus.

LE POUVOIR DE DÉCISION

La base du nouveau système et de son pouvoir d'Etat sera constituée, propose le Parti communiste marxiste-léniniste, par des assemblées populaires élues à tous les niveaux par les masses laborieuses sans distinction de races, de nationalités ou de sexe, dans les usines, dans l'armée, dans les bureaux et services, dans les unités d'enseignement etc. comme dans les villages, communes, cantons, régions, et à l'échelle de la nation.

Les membres des assemblées populaires, élus directs des masses, seront obligés de rendre compte devant leurs électeurs de tout ce qu'ils auront fait, feront ou prépareront. Ils seront tenus de consulter les masses sur tout projet et sur toute réalisation. Ils seront révocables à



tout moment par leurs électeurs, ne percevront pas de salaire supérieur à celui fixé pour la majorité des travailleurs et devront partager les conditions de vie des masses. A leur niveau respectif, les assemblées populaires participeront au pouvoir législatif, exécutif, et judiciaire, elles en garantiront le fonctionnement démocratique prolétarien, elles contrôleront l'application des lois de l'Etat de dictature du prolétariat en liaison étroite et constante avec les masses, suivant les principes innovés en 1871 par la Commune de Paris.

Voici qui nous amène bien loin de la société pourrie dans laquelle nous vivons actuellement du fait de la domination de classe d'une minorité d'exploiteurs.

NOS PROPOSITIONS D'ACTION

Le combat contre la politique nucléaire de la bourgeoisie s'intègre ainsi dans la lutte anticapitaliste qui vise à renverser la bourgeoisie pour instaurer le socialisme.

Seul, le socialisme permettra de mettre l'industrie nucléaire comme l'ensemble des moyens de production au service du peuple travailleur.

Mais bien entendu, c'est dès aujourd'hui qu'il nous faut mener et développer le combat contre la politique nucléaire de la bourgeoisie. Voici les orientations et les axes que nous proposons pour ce combat.

Dans bien des cas, les moyens technologiques pour pallier aux risques de l'industrie nucléaire existent mais les capitalistes s'efforcent d'en user au minimum pour des raisons de profit.

Les travailleurs du nucléaire, qui sont les premiers concernés, mènent une lutte de classe pour améliorer les conditions de sécurité et de contrôle. Les autres travailleurs doivent leur apporter une solidarité de classe pour faire céder le pouvoir et obliger la bourgeoisie à utiliser le progrès scientifique et technique afin d'éviter les risques de cette industrie.

Mais il est des cas où les moyens techniques nécessaires pour pallier les risques ne sont pas encore découverts. Ainsi, le problème du stockage et de l'élimination des déchets n'est pas encore complètement résolu et des projets tels que Superphénix font courir des risques qu'on ne sait pas encore maîtriser. Nous pensons qu'il faut exiger du pouvoir qu'il ne mette en œuvre son programme nucléaire qu'au fur et

à mesure que les moyens de sécurité sont découverts. De même, il faut l'obliger à ne développer l'industrie nucléaire que par étapes après expérimentation sur des prototypes. Une telle attitude est conforme non seulement à l'intérêt des travailleurs du nucléaire, mais aussi à celui de l'ensemble de la population.

De même, il est intolérable que la bourgeoisie veuille imposer par la force et au détriment des intérêts de la population locale l'implantation d'une centrale nucléaire. C'est pourquoi, nous soutenons tout mouvement de masse contre les expropriations et contre les nuisances des centrales nucléaires et les difficultés qu'elles peuvent occasionner à la pêche et à l'agriculture.

Nous luttons et soutenons la lutte de tous ceux qui combattent sur la base des mots d'ordre :

Non à la politique nucléaire de la bourgeoisie !

Silicose, amiante, fluor, plomb, capital assassin !

Le progrès oui, mais la sécurité aussi !

Renforcement immédiat des mesures de sécurité dans les centrales nucléaires !

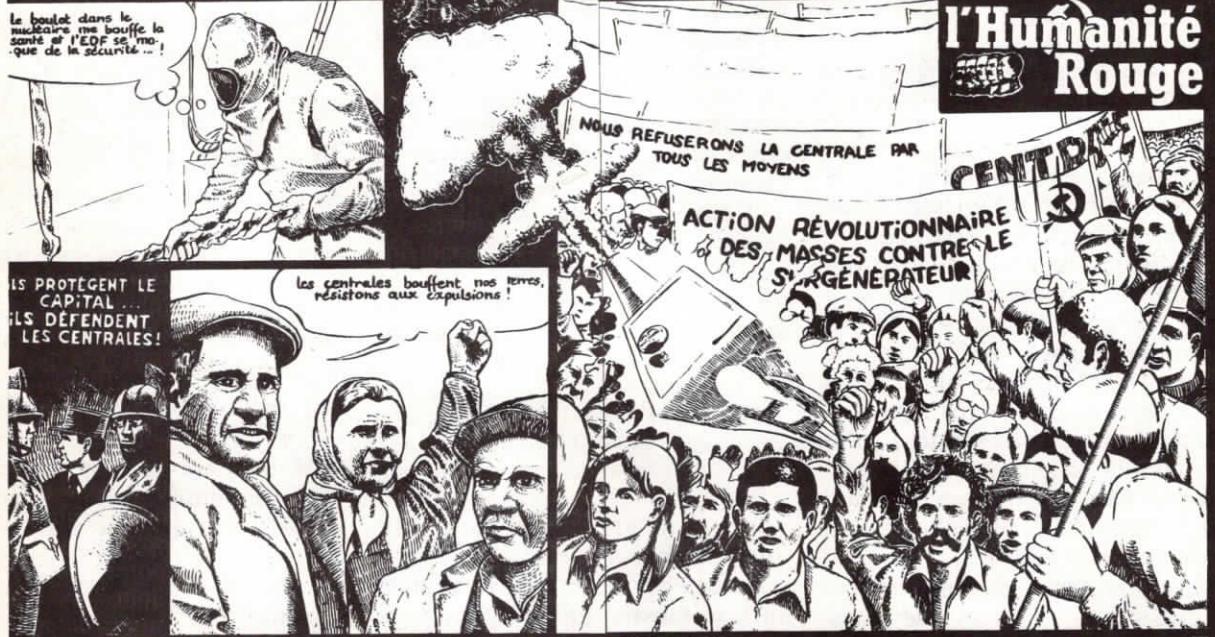
Non, à la spoliation des petits paysans victimes de l'implantation de centrales nucléaires !

Programme nucléaire de gauche, programme nucléaire bourgeois !

A bas le système capitaliste, exploitateur, pollueur, assassin !

Ouvriers, employés, petits paysans, contre la politique nucléaire de la bourgeoisie, tous unis !

les profits des capitalistes dans le nucléaire sont un danger pour nous



NON A "SUPER PHOENIX" TOUS A MALVILLE !

Cette brochure a été rendue possible grâce au concours de nombreux ouvriers, paysans et techniciens du CEA .

DOCUMENT

RESOLUTION DU III^e CONGRES DU PCMLF SUR LE NUCLEAIRE

Le développement très rapide de la construction de centrales nucléaires par la bourgeoisie monopoliste est la conséquence de la recherche systématique du profit maximum :

— D'une part les monopoles et l'ensemble de la bourgeoisie ont un besoin indispensable d'énergie au moindre coût. Face à la lutte des peuples et pays producteurs de pétrole pour stopper le pillage impérialiste et leurs matières premières et imposer un juste prix, la rentabilité capitaliste de la production d'énergie nucléaire a été augmentée dans les conditions actuelles de sa mise en œuvre. Le programme nucléaire a été accéléré en 1974, quelques mois après le quadruplement par l'OPEP du prix du pétrole ;

— D'autre part, la construction de centrales nucléaires représente des débouchés très importants pour les différents groupes monopolistes concernés, tant en France que pour l'exportation, notamment dans les pays du tiers monde.

La bourgeoisie monopoliste met le plus souvent en avant l'argument de l'indépendance énergétique pour justifier son programme « tout nucléaire ». Elle vise ainsi à masquer le fait qu'elle ne recherche l'indépendance, en matière énergétique comme en général, que dans la mesure où elle lui permet de faire davantage de profits. Son recours systématique au pétrole dans les années 60 le montre bien.

L'importance des profits attachés au nucléaire, le secteur vital pour les monopoles que représente l'énergie, apparaît crûment dans la formidable répression que l'Etat bourgeois exerce sur les ouvriers, les petits paysans, les marins-pêcheurs et autres travailleurs de la mer, etc. — (mort de Vital Michalon) — qui mettent en cause le programme nucléaire actuel et les risques considérables qu'il fait courir.

Complètement asservis à la loi du profit maximum, les monopoles font systématiquement passer au second plan la sécurité des travailleurs et de la population, et ceci dans tous les domaines, et pas seulement le nucléai-

re (mines de charbon ou de plomb, pollution chimique, fluor, amiante, etc.). Le système capitaliste, la loi du profit, ont entraîné et entraînent des morts, des travailleurs mutilés par millions. Le nucléaire ne fait pas exception : les risques, tant en fonctionnement normal qu'en cas d'accident, ne sont pas maîtrisés, de même que le problème du retraitement et du stockage des déchets radio-actifs ou celui de la vulnérabilité des centrales nucléaires en cas de guerre ou de calamités naturelles (tremblements de terre).

De la même façon, le programme nucléaire renforce directement la concentration monopoliste, conduit à de nombreuses répercussions écologistes néfastes sur la petite et moyenne agriculture, la pêche et d'autres activités maritimes.

Le Parti communiste marxiste-léniniste de France considère que l'énergie nucléaire ne présente pas de différence de nature avec les autres sources d'énergie et adopte en la matière une position matérialiste : le progrès scientifique et techniques peuvent et doivent permettre de maîtriser les risques des centrales nucléaires. C'est aujourd'hui le système capitaliste, la course au profit maximum qu'il engendre, qui s'opposent à ce que tous les moyens scientifiques et techniques soient mis en œuvre pour maîtriser l'énergie nucléaire.

Le développement de l'industrie, de la science et de la technique porte en lui-même la possibilité de surmonter la pollution. La société socialiste fondée sur la dictature du prolétariat développera de manière inégalée et sans cesse plus rapide de maîtrise progressive de la nature pour subvenir aux besoins et au bien-être du peuple.

C'est pourquoi le Parti communiste marxiste-léniniste de France ne condamne pas l'utilisation de l'énergie nucléaire en soi, mais condamne ses conditions de mise en œuvre dans le cadre du système capitaliste au stade impérialiste. En effet, c'est l'organisation monopoliste de la production qui entrave considérablement le développement des forces productives

et donc le progrès technique. La cible de la lutte contre la politique nucléaire de la bourgeoisie, contre les risques qu'il engendre, n'est pas le nucléaire en soi, mais le système capitaliste.

Dans cette lutte, le Parti communiste marxiste-léniniste de France dénonce également les partis de gauche et leur programme commun bourgeois, qui, tout en se démarquant du gouvernement par souci électoral et sur des points secondaires (procédure insuffisamment « démocratique » à propos des enquêtes d'utilité publique), ont pris position pour le programme nucléaire de la bourgeoisie. Ainsi, les dirigeants du PCF soutiennent Superphénix, « technique d'avant-garde mise au point par le CEA » et condamnent les luttes des masses populaires contre la politique nucléaire de la bourgeoisie en les traitant de provocations (Malville) et en collaborant à leur répression (Pellerin). Les dirigeants de la CGT ont explicitement appelé à soutenir le programme nucléaire sous prétexte « d'intérêt national ». Quant au PS, s'il balbutie contre le programme nucléaire, c'est par démagogie électoraliste, sa politique restant fondamentalement celle du capital.

La lutte contre la politique nucléaire et ses risques n'a de sens que si elle vise la bourgeoisie, qu'elle soit de droite ou de gauche.

Le Parti communiste marxiste-léniniste de France lutte et soutient toute lutte menée sur la base des mots d'ordre :

Non à la politique nucléaire de la bourgeoisie !

Malville, Pellerin, halte à la répression !

Dans le nucléaire comme ailleurs, luttons pour la sécurité !

Renforcement immédiat des mesures de sécurité dans l'industrie nucléaire !

A bas le système capitaliste, exploiteur, pollueur, assassin !

Avec les ouvriers et petits paysans, tous unis contre la politique nucléaire de la bourgeoisie !

Collection Marxisme-Léninisme au combat

J.Jurquet—H.Jour

La lutte de classe dans les partis communistes

E.H.Hill

106e anniversaire de la Commune de Paris

Humanité Rouge

Le Peuple de Turquie face aux deux superpuissances

AYDINLIK—HALKIN SESI

**Zaïre : Poursuivre la lutte contre le social-
impérialisme et ses laquais**

**Des communistes
marxistes
du Zaïre**

Collection Classe contre Classe

France 1977—Les travailleurs et le logement

J.Nestor

Les cris de la Commune

A.Brieuc

**La crise viticole en Languedoc-Roussillon
et le combat des travailleurs de la vigne**

L.Nouveau

Citroën bagne capitaliste

De la révolte à la lutte organisée

Humanité Rouge

Les dirigeants du PCF contre les travailleurs

Humanité Rouge

APN-EDITIONS

B.P. 279 75886

PARIS CEDEX 18

